

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201396]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 1^{er}, 6^o;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8, 9 et 76ter;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002 portant conditions sectorielles relatives aux centrales thermiques et autres installations de combustion pour la production d'électricité dont la puissance installée est égale ou supérieure à 50 MWth et qui sont visées à la rubrique 40.10.01.03 ainsi que pour la production de vapeur et d'eau chaude visée à la rubrique 40.30.01;

Vu l'avis 52.203/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o combustible : toute matière combustible solide, liquide ou gazeuse;

2^o installation de combustion : tout dispositif technique dans lequel des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite;

3^o « cheminée » : une structure contenant une ou plusieurs conduites destinées à rejeter les gaz résiduels dans l'atmosphère;

4^o heures d'exploitation : période, exprimée en heures, pendant laquelle tout ou partie d'une installation de combustion est en exploitation et rejette des émissions dans l'atmosphère, à l'exception des phases de démarrage et d'arrêt;

5^o taux de désulfuration : le rapport, au cours d'une période donnée, entre la quantité de soufre qui n'est pas émise dans l'atmosphère par une installation de combustion et la quantité de soufre contenue dans le combustible solide qui est introduit dans les dispositifs de l'installation de combustion et utilisé dans l'installation au cours de la même période;

6^o combustible solide produit localement : un combustible solide présent à l'état naturel, brûlé dans une installation de combustion spécifiquement conçue pour ce combustible, extrait localement;

7^o combustible déterminant : le combustible qui, parmi tous les combustibles utilisés dans une installation de combustion à foyer mixte utilisant les résidus de distillation et de conversion du raffinage du pétrole brut, seuls ou avec d'autres combustibles, pour sa consommation propre, à la valeur limite d'émission la plus élevée conformément à la partie 1^{re} de l'annexe ou, au cas où plusieurs combustibles ont la même valeur limite d'émission, le combustible qui fournit la puissance thermique la plus élevée de tous les combustibles utilisés;

8^o déchet : un déchet tel que défini à l'article 2, 1^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

9^o biomasse : les produits suivants :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique;

b) les déchets ci-après :

i) déchets végétaux agricoles et forestiers;

ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée;

iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée;

iv) déchets de liège;

v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition;

10^o installation de combustion à foyer mixte : toute installation de combustion pouvant être alimentée simultanément ou tour à tour par deux types de combustibles ou davantage;

11^o turbine à gaz : tout appareil rotatif qui convertit de l'énergie thermique en travail mécanique et consiste principalement en un compresseur, un dispositif thermique permettant d'oxyder le combustible de manière à chauffer le fluide de travail, et une turbine;

12^o moteur à gaz : un moteur à combustion interne fonctionnant selon le cycle Otto et utilisant un allumage par étincelle ou, dans le cas de moteurs à double combustible, un allumage par compression pour brûler le combustible;

13^o moteur diesel : un moteur à combustion interne fonctionnant selon le cycle diesel et utilisant un allumage par compression pour brûler le combustible.

Art. 3. Le présent arrêté s'applique aux installations de combustion, dont la puissance thermique nominale totale est égale ou supérieure à 50 MW, quel que soit le type de combustible utilisé et qui sont visées aux rubriques 40.10.01.03 ou 40.30.01 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux installations de combustion suivantes :

1^o les installations dont les produits de combustion sont utilisés pour le réchauffement direct, le séchage ou tout autre traitement des objets ou matériaux;

- 2° les installations de postcombustion qui ont pour objet l'épuration des gaz résiduaux par combustion et qui ne sont pas exploitées en tant qu'installations de combustion autonomes;
- 3° les dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;
- 4° les dispositifs de conversion de l'hydrogène sulfuré en soufre;
- 5° les réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;
- 6° les fours à coke;
- 7° les cowpers des hauts fourneaux;
- 8° tout dispositif technique employé pour la propulsion d'un véhicule, navire ou aéronef;
- 9° les turbines à gaz et les moteurs à gaz utilisés sur les plates-formes offshore;
- 10° les installations qui utilisent comme combustible tout déchet solide ou liquide autre que les déchets visés à l'article 2, 9°, b).

Art. 4. Lorsque les gaz résiduaux d'au moins deux installations de combustion distinctes sont rejetés par une cheminée commune, l'ensemble formé par ces installations est considéré comme une seule installation de combustion et les capacités de chacune d'elles s'additionnent aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale.

Si au moins deux installations de combustion distinctes dont le permis initial a été délivré le 1^{er} juillet 1987 ou après ou pour lesquelles les exploitants ont introduit une demande de permis à cette date ou après sont construites de telle manière que leurs gaz résiduaux pourraient, selon l'autorité compétente, et compte tenu des facteurs techniques et économiques, être rejetés par une cheminée commune, l'ensemble formé par ces installations est considéré comme une seule installation de combustion, et les capacités de chacune d'elles s'additionnent aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale.

Aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale d'un ensemble d'installations de combustion visé aux alinéas 1^{er} et 2, les installations de combustion individuelles dont la puissance thermique nominale est inférieure à 15 MW ne sont pas prises en compte.

CHAPITRE II. — Construction

Art. 5. Les exploitants de toutes les installations de combustion d'une puissance électrique nominale égale ou supérieure à 300 MW pour laquelle le permis unique initial ou, à défaut d'une telle procédure, le permis d'environnement initial a été accordé après le 25 juin 2009 réalisent les évaluations suivantes :

- 1° disponibilité de sites de stockage appropriés de dioxyde de carbone;
- 2° faisabilité technique et économique de réseaux de transport de dioxyde de carbone;
- 3° faisabilité technique et économique d'une adaptation ultérieure en vue du captage du dioxyde de carbone.

Si les évaluations énoncées à l'alinéa 1^{er} sont positives, l'autorité compétente veille à ce que suffisamment d'espace soit prévu sur le site de l'installation pour l'équipement nécessaire au captage et à la compression du dioxyde de carbone.

L'autorité compétente détermine si ces évaluations sont positives sur la base des évaluations réalisées par les exploitants et des autres informations disponibles, en particulier en ce qui concerne la protection de l'environnement et de la santé humaine.

CHAPITRE III. — Air

Art. 6. § 1^{er}. Le rejet des gaz résiduaux des installations de combustion est effectué d'une manière contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée, contenant une ou plusieurs conduites, dont la hauteur est calculée de manière à sauvegarder la santé humaine et l'environnement.

§ 2. Tous les permis délivrés à des établissements dont les installations de combustion ont été autorisées avant le 7 janvier 2013, ou pour lesquelles les exploitants ont introduit une demande de permis avant cette date, sous réserve que les installations soient mises en service au plus tard le 7 janvier 2014, sont assortis de conditions qui visent à garantir que les émissions de ces installations dans l'air ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées dans la partie 1^{re} de l'annexe.

§ 3. Tous les permis délivrés à des établissements dont les installations de combustion ne relèvent pas des dispositions du § 2 sont assortis de conditions qui visent à garantir que les émissions dans l'air de ces installations ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées dans la partie 2 de l'annexe.

§ 4. Les valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2 de l'annexe, ainsi que les taux minimaux de désulfuration fixés à la partie 5 de l'annexe, s'appliquent aux émissions de chaque cheminée commune en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion.

Lorsque l'annexe prévoit que des valeurs limites d'émission peuvent être appliquées pour une partie d'une installation de combustion ayant un nombre limité d'heures d'exploitation, ces valeurs limites s'appliquent aux émissions de ladite partie de l'installation, mais par rapport à la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion.

§ 5. L'autorité compétente peut accorder une dérogation pour une durée maximale de six mois, dispensant de l'obligation de respecter les valeurs limites d'émission prévues aux §§ 2 et 3 pour le dioxyde de soufre dans une installation de combustion qui, à cette fin, utilise normalement un combustible à faible teneur en soufre, lorsque l'exploitant n'est pas en mesure de respecter ces valeurs limites en raison d'une interruption de l'approvisionnement en combustible à faible teneur en soufre résultant d'une situation de pénurie grave.

§ 6. L'autorité compétente peut accorder une dérogation dispensant de l'obligation de respecter les valeurs limites d'émission prévues aux §§ 2 et 3 dans le cas où une installation de combustion qui n'utilise que du combustible gazeux doit exceptionnellement avoir recours à d'autres combustibles en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et doit de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduaux. Une telle dérogation est accordée pour une période ne dépassant pas dix jours, sauf s'il existe une nécessité impérieuse de maintenir l'approvisionnement énergétique.

L'exploitant informe immédiatement l'autorité compétente de chaque cas spécifique visé au premier alinéa.

§ 7. Lorsqu'une installation de combustion est agrandie, les valeurs limites d'émission spécifiées dans la partie 2 de l'annexe, s'appliquent à la partie agrandie de l'installation concernée par la modification, et sont déterminées en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion.

En cas de modification d'une installation de combustion pouvant entraîner des conséquences pour l'environnement et concernant une partie de l'installation dont la puissance thermique nominale est égale ou supérieure à 50 MW, les valeurs limites d'émission fixées dans la partie 2 de l'annexe, s'appliquent à la partie de l'installation qui a été modifiée par rapport à la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion.

§ 8. Les valeurs limites d'émissions fixées dans les parties 1^{re} et 2 de l'annexe, ne s'appliquent pas aux installations de combustion suivantes :

1° moteurs diesel;

2° chaudières de récupération au sein d'installations de production de pâte à papier.

Art. 7. § 1^{er}. Dans le cas des installations de combustion utilisant des combustibles solides produits localement qui ne peuvent pas respecter les valeurs limites d'émission pour le dioxyde de soufre, visées à l'article 6, §§ 2 et 3, en raison des caractéristiques desdits combustibles, l'autorité compétente peut autoriser, moyennant la validation préalable d'un rapport technique établi par l'exploitant, l'application des taux minimaux de désulfuration fixés dans la partie 5 de l'annexe, conformément aux règles en matière de respect de ces taux énoncées à la partie 6 de l'annexe.

§ 2. L'autorité compétente peut appliquer aux installations de combustion utilisant des combustibles solides produits localement, avec coïncinération de déchets, qui ne peuvent pas respecter les valeurs limites d'émission de dioxyde de soufre (Cprocédé) visées à l'annexe 1^{re}, partie 3, point 3.1) ou point 3.2) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, en raison des caractéristiques du combustible solide produit localement, au lieu desdites valeurs, les taux minimaux de désulfuration fixés dans la partie 5 de l'annexe, conformément aux critères visés dans la partie 6 de l'annexe.

La valeur Cdéchets visée à l'annexe, partie 3, point 1), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, est égale à 0 mg/Nm³.

Art. 8. Pendant la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2023, les installations de combustion peuvent ne pas respecter les valeurs limites d'émission visées à l'article 6, § 2, et les taux de désulfuration visés à l'article 7, le cas échéant, pour autant que l'exploitant de l'installation de combustion s'engage, dans une déclaration écrite présentée au plus tard le 1^{er} janvier 2014 à l'autorité compétente, à ne pas exploiter l'installation pendant plus de 17 500 heures d'exploitation entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2023 au plus tard.

Art. 9. Jusqu'au 31 décembre 2022, une installation de combustion peut ne pas respecter les valeurs limites d'émission visées à l'article 6, § 2, et les taux de désulfuration visés à l'article 7 pour autant que les conditions ci-après soient remplies :

1° la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion ne dépasse pas 200 MW;

2° l'installation a obtenu pour la première fois un permis avant le 27 novembre 2002 ou l'exploitant de ladite installation a introduit une demande de permis avant cette date, à condition qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003; et

3° au moins cinquante pour cent de la production de chaleur utile de l'installation, en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont fournis sous la forme de vapeur ou d'eau chaude à un réseau public de chauffage urbain.

Art. 10. Dans le cas d'une installation de combustion à foyer mixte impliquant l'utilisation simultanée de deux combustibles ou plus, l'autorité compétente, fixe les valeurs limites d'émission en respectant les étapes suivantes :

1° prendre la valeur limite d'émission relative à chaque combustible et à chaque polluant, correspondant à la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion, telle qu'indiquée dans les parties 1^{re} et 2 de l'annexe;

2° déterminer les valeurs limites d'émission pondérées par combustible. Ces valeurs sont obtenues en multipliant les valeurs limites d'émission individuelles visées au 1° par la puissance thermique fournie par chaque combustible et en divisant le résultat de la multiplication par la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles;

3° additionner les valeurs limites d'émission pondérées par combustible.

Dans le cas des installations de combustion à foyer mixte visées à l'article 6, § 2, qui utilisent les résidus de distillation et de conversion du raffinage du pétrole brut, seuls ou avec d'autres combustibles, pour leur consommation propre, les valeurs limites d'émission ci-après peuvent être appliquées au lieu des valeurs limites d'émission fixées conformément à l'alinéa 1^{er} :

1° si, pendant le fonctionnement de l'installation de combustion, la proportion de chaleur fournie par le combustible déterminant par rapport à la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles est égale ou supérieure à cinquante pour cent : la valeur limite d'émission fixée dans la partie 1^{re} de l'annexe pour le combustible déterminant;

2° si la proportion de chaleur fournie par le combustible déterminant par rapport à la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles est inférieure à cinquante pour cent : la valeur limite d'émission déterminée selon les étapes suivantes :

a) prendre les valeurs limites d'émission indiquées dans la partie 1^{re} de l'annexe pour chacun des combustibles utilisés, correspondant à la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion;

b) calculer la valeur limite d'émission pour le combustible déterminant en multipliant par deux la valeur limite d'émission déterminée pour ce combustible conformément au point a) et en soustrayant du résultat la valeur limite d'émission relative au combustible utilisé ayant la valeur limite d'émission la moins élevée conformément à la partie 1^{re} de l'annexe, correspondant à la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion;

c) déterminer la valeur limite d'émission pondérée pour chaque combustible utilisé en multipliant la valeur limite d'émission déterminée en application des points a) et b) par la puissance thermique du combustible concerné et en divisant le résultat de la multiplication par la somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles;

d) additionner les valeurs limites d'émission pondérées par combustible déterminées en application du point c).

Dans le cas des installations de combustion à foyer mixte visées à l'article 6, § 2, qui utilisent les résidus de distillation et de conversion du raffinage du pétrole brut, seuls ou avec d'autres combustibles, pour leur consommation propre, les valeurs limites moyennes d'émission de dioxyde de soufre, fixées dans la partie 7 de l'annexe peuvent être appliquées au lieu des valeurs limites d'émission fixées conformément aux alinéas 1^{er} ou 2 du présent article.

Art. 11. § 1^{er}. Les conditions particulières prévoient des procédures concernant le mauvais fonctionnement ou les pannes du dispositif de réduction des émissions.

§ 2. En cas de panne, l'exploitant réduit ou arrête les opérations, si le retour à un fonctionnement normal n'est pas possible dans les vingt-quatre heures, ou exploite l'installation en utilisant des combustibles peu polluants.

L'exploitant informe l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire chargé de la surveillance dans les 48 heures suivant le dysfonctionnement ou la panne du dispositif de réduction des émissions.

La durée cumulée de fonctionnement sans dispositif de réduction ne dépasse pas cent-vingt heures par période de douze mois.

L'autorité compétente peut accorder une dérogation aux limites horaires prévues aux premier et troisième alinéas dans l'un des cas suivants :

1° s'il existe une nécessité impérieuse de maintenir l'approvisionnement énergétique;

2° si l'installation de combustion concernée par la panne risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

Art. 12. La surveillance des émissions de substances polluantes dans l'air est effectuée conformément à la partie 3 de l'annexe.

L'installation et le fonctionnement de l'équipement de surveillance automatisé sont soumis au contrôle et aux essais de surveillance annuels définis dans la partie 3 de l'annexe.

L'emplacement des points d'échantillonnage ou de mesure qui serviront à la surveillance des émissions sont fixés dans les conditions particulières.

Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés, traités et présentés de manière à permettre à l'autorité compétente de vérifier que les conditions d'exploitation et les valeurs limites d'émission prescrites dans le permis sont respectées.

Art. 13. Les valeurs limites d'émission dans l'air sont considérées comme respectées si les conditions énoncées dans la partie 4 de l'annexe sont remplies.

Art. 14. Les données environnementales, au sens de l'article 76ter du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, des installations de combustion comprennent :

1° le type d'installation de combustion : chaudière, turbine à gaz, moteur à gaz, moteur diesel, autre (préciser le type);

2° la date du démarrage de l'exploitation de l'installation de combustion;

3° la puissance thermique nominale (MW) de l'installation de combustion;

4° le nombre d'heures d'exploitation de l'installation de combustion;

5° les types de combustibles utilisés;

6° le total annuel de l'intrant énergétique, par rapport à sa valeur calorifique nette (TJ par an), ventilé selon les catégories de combustibles suivantes : charbon, lignite, biomasse, tourbe, autres combustibles solides (préciser le type), combustibles liquides, gaz naturel, autres gaz (préciser le type);

7° les résultats des mesures en continu;

8° les résultats du contrôle des appareils de mesure;

9° les résultats des mesures discontinues;

10° le total annuel (tonnes par an) des émissions de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote et de poussières (total des particules en suspension);

11° pour les installations auxquelles s'applique l'article 7, la teneur en soufre du combustible solide produit localement qui est utilisé et le taux de désulfuration atteint, exprimé en moyenne mensuelle;

12° pour les installations auxquelles s'applique l'article 9, pour les années 2016 à 2022, la proportion de la production de chaleur utile de chaque installation qui a été fournie sous la forme de vapeur ou d'eau chaude à un réseau public de chauffage urbain, en moyenne mobile calculée sur les cinq années précédentes.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002 portant conditions sectorielles relatives aux centrales thermiques et autres installations de combustion pour la production d'électricité dont la puissance installée est égale ou supérieure à 50 MWth et qui sont visées à la rubrique 40.10.01.03 ainsi que pour la production de vapeur et d'eau chaude visée à la rubrique 40.30.01 est abrogé.

Art. 16. Pour ce qui concerne les installations de combustion auxquelles s'applique l'article 8, les valeurs limites d'émission pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et les poussières, fixées dans le permis de l'installation de combustion applicable au 31 décembre 2015, en vertu des exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002, sont au minimum maintenues pendant le restant de la vie opérationnelle de l'installation de combustion.

Pour ce qui concerne les installations de combustion visées à l'article 9, les valeurs limites d'émission pour le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et les poussières fixées dans le permis de l'installation de combustion applicable au 31 décembre 2015, en vertu des exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2002, sont au minimum maintenues jusqu'au 31 décembre 2022.

Art. 17. Sous réserve des alinéas 2 et 3, le présent arrêté produit ses effets le 7 janvier 2013.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 pour les établissements existants visés à l'article 6, § 2.

L'article 14 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Art. 18. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE

Dispositions techniques relatives aux installations de combustion

Partie 1^{re}. - Valeurs limites d'émission pour les installations de combustion visées à l'article 6, § 2

1. Toutes les valeurs limites d'émission sont calculées à une température de 273,15 K, à une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, et pour une teneur normalisée en O₂ de six pour cent dans le cas des combustibles solides, de trois pour cent dans le cas des chaudières utilisant des combustibles liquides et gazeux et de 15 % dans le cas des turbines à gaz et des moteurs à gaz.

2. Valeurs limites d'émission de SO₂ (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Charbon et lignite et autres combustibles solides	Biomasse	Tourbe	Combustibles liquides
50-100	400	200	300	350
100-300	250	200	300	250
> 300	200	200	200	200

Les installations de combustion utilisant des combustibles solides, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont soumises à une valeur limite d'émission de SO₂ de 800 mg/Nm³.

Les installations de combustion utilisant des combustibles liquides, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont soumises à une valeur limite d'émission de SO₂ de 850 mg/Nm³ dans le cas des installations d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 300 MW et de 400 mg/Nm³ dans le cas des installations d'une puissance thermique nominale supérieure à 300 MW.

Une partie d'installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans peut être soumise aux valeurs limites d'émission visées aux deux alinéas précédents en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion. Dans ce cas, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

3. Valeurs limites d'émission de SO₂ (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles gazeux, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

En général	35
Gaz liquéfié	5
Gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke	400
Gaz à faible valeur calorifique provenant de hauts fourneaux	200

Les installations de combustion qui utilisent des gaz à faible pouvoir calorifique issus de la gazéification des résidus de raffinerie, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant avait introduit une demande complète de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, sont soumises à une valeur limite d'émission de 800 mg/Nm³ pour le SO₂.

4. Valeurs limites d'émission de NO_x (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Charbon et lignite et autres combustibles solides	Biomasse et tourbe	Combustibles liquides
50-100	300 450 en cas de combustion de lignite pulvérisé	300	450
100-300	200	250	200 ⁽¹⁾
> 300	200	200	150 ⁽¹⁾

Note :

(1) La valeur limite d'émission est de 450 mg/Nm³ en cas d'utilisation de résidus de distillation ou de conversion du raffinage du pétrole brut pour la consommation propre, dans des installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale ne dépasse pas 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande complète de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003.

Les installations de combustion au sein d'installations chimiques qui utilisent des résidus de production liquides comme combustible non commercial pour leur consommation propre, dont la puissance thermique nominale totale ne dépasse pas 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, sont soumises à une valeur limite d'émission de 450 mg/Nm³ pour le NO_x.

Les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, dont la puissance thermique nominale totale ne dépasse pas 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont soumises à une valeur limite d'émission de NO_x de 450 mg/Nm³.

Les installations de combustion utilisant des combustibles solides, dont la puissance thermique nominale totale est supérieure à 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 1^{er} juillet 1987 et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont soumises à une valeur limite d'émission de NOx de 450 mg/Nm³.

Les installations de combustion utilisant des combustibles liquides, dont la puissance thermique nominale totale est supérieure à 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant a introduit une demande de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, sont soumises à une valeur limite d'émission de 400 mg/Nm³ pour le NOx.

Une partie d'installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans peut être soumise aux valeurs limites d'émission visées aux trois alinéas précédents en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion. Dans ce cas, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

5. Les turbines à gaz (y compris les turbines à gaz à cycle combiné (TGCC) utilisant des distillats légers et moyens comme combustibles liquides sont soumises à une valeur limite d'émission de 90 mg/Nm³ pour le NOx et de 100 mg/Nm³ pour le CO. Les turbines à gaz destinées aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an ne sont pas concernées par les valeurs limites d'émission fixées dans ce point. Les exploitants d'installations de ce type établissent un relevé des heures d'exploitation utilisées.

6. Valeurs limites d'émission de NOx et de CO (mg/Nm³) pour les installations de combustion alimentées au gaz :

	NOx	CO
Installations de combustion utilisant du gaz naturel, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz	100	100
Installations de combustion utilisant du gaz de haut fourneau, du gaz de fours à coke ou des gaz à faible pouvoir calorifique, issus de la gazéification de résidus de raffineries, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz	200 ⁽⁴⁾	-
Installations de combustion utilisant d'autres gaz, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz	200 ⁽⁴⁾	-
Turbines à gaz (y compris TGCC) utilisant du gaz naturel ⁽¹⁾ comme combustible	50 ⁽²⁾ ⁽³⁾	100
Turbines à gaz (y compris TGCC) utilisant d'autres gaz comme combustible	120	100
Moteurs à gaz	100	100

Notes

(1) Le gaz naturel est du méthane de formation naturelle ayant une teneur maximale de vingt pour cent (en volume) en inertes et autres éléments.

(2) 75 mg/Nm³ dans les cas suivants, où le rendement de la turbine à gaz est déterminé aux conditions ISO de charge de base :

I. turbines à gaz utilisées dans un système de production combinée de chaleur et d'électricité d'un rendement général supérieur à septante-cinq pour cent;

II. turbines à gaz utilisées dans des installations à cycle combiné d'un rendement électrique général annuel moyen supérieur à cinquante-cinq pour cent;

III. turbines à gaz pour transmissions mécaniques.

(3) Pour les turbines à gaz à cycle simple qui ne relèvent d'aucune des catégories mentionnées dans la note (2), mais dont le rendement - déterminé aux conditions ISO de charge de base - est supérieur à trente-cinq pour cent, la valeur limite d'émission de NOx est de 50x η /35, η étant le rendement de la turbine à gaz, aux conditions ISO de charge de base, exprimé en pourcentage.

(4) 300 mg/Nm³ pour ce type d'installation de combustion ayant une puissance thermique nominale totale ne dépassant pas 500 MW, qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant avait introduit une demande complète de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003.

Pour les turbines à gaz (y compris les TGCC), les valeurs limites d'émission de NOx et de CO indiquées dans le tableau figurant dans le présent point ne s'appliquent qu'avec une charge supérieure à 70 % . Pour les turbines à gaz (y compris les TGCC) qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant avait introduit une demande complète de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003, et qui ne fonctionnent pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans, la valeur limite d'émission pour le NOx est de 150 mg/Nm³ pour le NOx lorsque le combustible utilisé est du gaz naturel et de 200 mg/Nm³ lorsqu'il s'agit d'autres gaz ou de combustibles liquides.

Une partie d'installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui ne fonctionne pas plus de 1 500 heures d'exploitation par an en moyenne mobile calculée sur une période de cinq ans peut être soumise aux valeurs limites d'émission visées au précédent alinéa en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'ensemble de l'installation de combustion. Dans ce cas, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

Les valeurs limites d'émission fixées au présent point ne s'appliquent pas aux turbines à gaz et aux moteurs à gaz destinés aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an. Les exploitants d'installations de ce type établissent un relevé des heures d'exploitation utilisées.

7. Valeurs limites d'émission de poussières (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Charbon et lignite et autres combustibles solides	Biomasse et tourbe	Combustibles liquides ⁽¹⁾
50-100	30	30	30
100-300	25	20	25
> 300	20	20	20

Note

(1) La valeur limite d'émission est de 50 mg/Nm³ en cas d'utilisation de résidus de distillation ou de conversion du raffinage du pétrole brut pour la consommation propre, dans des installations de combustion qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles l'exploitant avait introduit une demande complète de permis avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003.

8. Valeurs limites d'émission de poussières (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles gazeux, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

En général	5
Gaz de haut fourneau	10
Gaz produits par les aciéries, pouvant être utilisés ailleurs	30

Partie 2. - Valeurs limites d'émission pour les installations de combustion visées à l'article 6, paragraphe 3

1. Toutes les valeurs limites d'émission sont calculées à une température de 273,15 K, à une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, et pour une teneur normalisée en O₂ de six pour cent dans le cas des combustibles solides, de trois pour cent dans le cas des chaudières utilisant des combustibles liquides et gazeux et de 15 % dans le cas des turbines à gaz et des moteurs à gaz. Dans le cas des turbines à gaz à cycle combiné équipées d'un brûleur supplémentaire, la teneur normalisée en O₂ peut être définie par l'autorité compétente, en fonction des caractéristiques de l'installation concernée.

2. Valeurs limites d'émission de SO₂ (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Charbon et lignite et autres combustibles solides	Biomasse	Tourbe	Combustibles liquides
50-100	400	200	300	350
100-300	200	200	300 250 (en cas de combustion en lit fluidisé)	200
> 300	150 200 (en cas de combustion en lit fluidisé circulant ou sous pression)	150	150 200 (en cas de combustion en lit fluidisé)	150

3. Valeurs limites d'émission de SO₂ (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles gazeux, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

En général	35
Gaz liquéfié	5
Gaz à faible valeur calorifique provenant de fours à coke	400
Gaz à faible valeur calorifique provenant de hauts fourneaux	200

4. Valeurs limites d'émission de NO_x (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Charbon et lignite et autres combustibles solides	Biomasse et tourbe	Combustibles liquides
50-100	300 400 (en cas de combustion de lignite pulvérisé)	250	300
100-300	200	200	150
> 300	150 200 (en cas de combustion de lignite pulvérisé)	150	100

5. Les turbines à gaz (y compris les turbines à gaz à cycle combiné (TGCC) utilisant des distillats légers et moyens comme combustibles liquides sont soumises à une valeur limite d'émission de 50 mg/Nm³ pour le NO_x et de 100 mg/Nm³ pour le CO. Les turbines à gaz destinées aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an ne sont pas concernées par les valeurs limites d'émission fixées dans ce point. Les exploitants d'installations de ce type établissent un relevé des heures d'exploitation utilisées.

6. Valeurs limites d'émission de NO_x et de CO (mg/Nm³) pour les installations de combustion alimentées au gaz :

	NO _x	CO
Installations de combustion autres que les turbines à gaz et les moteurs à gaz	100	100
Turbines à gaz (y compris TGCC)	50 ⁽¹⁾	100
Moteurs à gaz	75	100

Note

(1) Pour les turbines à gaz à cycle simple dont le rendement - déterminé aux conditions ISO de charge de base - est supérieur à trente-cinq pour cent, la valeur limite d'émission de NO_x est de 50xη/35,η étant le rendement de la turbine à gaz aux conditions ISO de charge de base, exprimé en pourcentage.

Pour les turbines à gaz (y compris les TGCC), les valeurs limites d'émission de NOx et de CO indiquées sous ce point ne s'appliquent qu'avec une charge supérieure à septante pour cent. Les valeurs limites d'émission fixées au présent point ne s'appliquent pas aux turbines à gaz et aux moteurs à gaz destinées aux situations d'urgence et fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an. Les exploitants d'installations de ce type établissent un relevé des heures d'exploitation utilisées.

7. Valeurs limites d'émission de poussières (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles solides ou liquides, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

Puissance thermique nominale totale (MW)	
50-300	20
> 300	10 20 pour la biomasse et la tourbe

8. Valeurs limites d'émission de poussières (mg/Nm³) pour les installations de combustion utilisant des combustibles gazeux, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz :

En général	5
Gaz de hauts fourneaux	10
Gaz produits par les aciéries, pouvant être utilisés ailleurs	30

Partie 3. - Surveillance des émissions

1. Les concentrations de SO₂, de NOx et de poussières dans les gaz résiduaux rejetés par toutes les installations de combustion de puissance thermique nominale égale ou supérieure à 100 MW font l'objet de mesures en continu. La concentration de CO dans les gaz résiduaux rejetés par les installations de combustion utilisant des combustibles gazeux et dont la puissance thermique est égale ou supérieure à 100 MW est mesurée en continu.

2. L'autorité compétente peut décider de ne pas exiger les mesures en continu visées au point 1 dans les cas suivants :

- a) pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation;
- b) pour le SO₂ et les poussières provenant d'installations de combustion brûlant du gaz naturel;
- c) pour le SO₂ provenant d'installations de combustion brûlant du mazout à teneur en soufre connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduaux;
- d) pour le SO₂ provenant d'installations de combustion brûlant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites.

3. Si des mesures en continu ne sont pas exigées, le SO₂, les NOx, les poussières et, dans cas des installations brûlant du gaz, également le CO, sont obligatoirement mesurés au moins une fois tous les six mois.

4. Dans le cas des installations de combustion brûlant du charbon ou du lignite, les émissions de mercure total sont mesurées au moins une fois par an.

5. Au lieu des mesures du SO₂ et des NOx visées au point 3, d'autres procédures vérifiées et approuvées par l'autorité compétente, peuvent être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂ et de NOx. Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou aux normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

6. L'autorité compétente est informée des changements importants concernant le type de combustible utilisé ou le mode d'exploitation de l'installation. L'autorité compétente décide si les dispositions en matière de surveillance énoncées au point 1 à 4 sont toujours appropriées ou s'il convient de les adapter.

7. Les mesures en continu effectuées conformément au point 1 incluent la détermination de la teneur en oxygène, de la température, de la pression et de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux. La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux n'est pas nécessaire lorsque les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

8. L'échantillonnage et l'analyse des substances polluantes et la détermination des paramètres d'exploitation pertinents, ainsi que l'assurance qualité des systèmes de mesure automatisés et les méthodes de mesure de référence pour l'étalonnage de ces systèmes, sont réalisés conformément aux normes CEN. En l'absence de normes CEN, les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente sont applicables. Les systèmes de mesure automatisés sont contrôlés au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence, au moins une fois par an. L'exploitant informe l'autorité compétente des résultats du contrôle des systèmes de mesure automatisés.

9. En ce qui concerne les valeurs limites d'émission, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne doivent pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

Monoxyde de carbone	10 %
Dioxyde de soufre	20 %
Oxydes d'azote	20 %
Poussières	30 %

10. Les valeurs horaires et journalières moyennes validées sont déterminées à partir des valeurs horaires moyennes valides mesurées après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiquée au point 9. Il n'est pas tenu compte de toute journée pendant laquelle plus de trois valeurs horaires moyennes ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien du système de mesure automatisé. Si plus de dix jours par an doivent être écartés pour des raisons de ce genre, l'autorité compétente demande à l'exploitant de prendre des mesures adéquates pour améliorer la fiabilité du système de mesure automatisé.

11. Dans le cas d'installations qui doivent respecter les taux de désulfuration visés à l'article 7, la teneur en soufre du combustible qui est brûlé dans l'installation de combustion est également contrôlée régulièrement. Les autorités compétentes sont informées des modifications substantielles du type de combustible utilisé.

Partie 4. - Evaluation du respect des valeurs limites d'émission

1. Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2 sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

a) aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2;

b) aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse cent-dix pour cent des valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2;

c) dans le cas d'installations de combustion composées uniquement de chaudières utilisant du charbon et dont la puissance thermique nominale est inférieure à 50 mégawatts, aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse cent-cinquante pour cent des valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2;

d) nonante-cinq pour cent de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas deux cents pour cent des valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément au point 10 de la partie 3. Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'article 6, paragraphes 5 et 6, et à l'article 11, ni de celles mesurées durant les périodes de démarrage et d'arrêt. Le Ministre adopte les règles concernant la fixation des périodes de démarrage et d'arrêt.

2. Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées dans les parties 1^{re} et 2 sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés selon les modalités arrêtées par l'autorité compétente, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Partie 5. — Taux minimal de désulfuration

1. Taux minimaux de désulfuration pour les installations de combustion visées à l'article 6, § 2 :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Taux minimal de désulfuration	
	Installations qui ont obtenu un permis avant le 27 novembre 2002 ou pour lesquelles une demande complète de permis avait été introduite avant cette date, pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003	Autres installations
50-100	80 %	92 %
100-300	90 %	92 %
> 300	96 % ⁽¹⁾	96 %

Note

(1) Pour les installations de combustion utilisant du schiste bitumineux, le taux minimal de désulfuration est fixé à 95 %.

2. Taux minimaux de désulfuration pour les installations de combustion visées à l'article 6, § 3 :

Puissance thermique nominale totale (MW)	Taux minimal de désulfuration
50-100	93 %
100-300	93 %
> 300	97 %

Partie 6. — Respect des taux de désulfuration

Les taux minimaux de désulfuration fixés dans la partie 5 de la présente annexe s'appliquent en tant que valeurs limites moyenne sur un mois.

Partie 7. — Valeurs limites moyennes d'émission pour les installations de combustion à foyer mixte des raffineries

Valeurs limites moyennes d'émission (mg/Nm³) pour le SO₂ des installations de combustion à foyer mixte des raffineries, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz, qui utilisent des résidus de distillation ou de conversion issus du raffinage du pétrole brut, seuls ou avec d'autres combustibles pour leur consommation propre : 600 mg/Nm³.

Ces valeurs limites d'émission sont calculées à une température de 273,150 K, à une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels, et pour une teneur normalisée en O₂ de six pour cent dans le cas des combustibles solides et de trois pour cent dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201396]

**21. FEBRUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 1, 6°;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8, 9 und 76ter;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 über die sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Wärmekraftwerke und sonstigen Feuerungsanlagen zur Elektrizitätserzeugung, deren installierte Leistung mindestens 50 MWth beträgt und die in der Rubrik 40.10.01.03 erwähnt werden, sowie zur Dampf- und Warmwassererzeugung, die in der Rubrik 40.30.01 erwähnt werden;

Aufgrund des am 19. November 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.203/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung) teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Brennstoff: alle festen, flüssigen oder gasförmigen brennbaren Stoffe;

2° Feuerungsanlage: jede technische Einrichtung, in der Brennstoffe im Hinblick auf die Nutzung der dabei erzeugten Wärme oxidiert werden;

3° Schornstein: eine Konstruktion, die einen oder mehrere Kanäle aufweist, über die Abgase in die Luft abgeleitet werden;

4° Betriebsstunden: der in Stunden ausgedrückte Zeitraum, indem sich eine Feuerungsanlage vollständig oder teilweise in Betrieb befindet und Emissionen in die Luft abgibt, ohne die Zeitabschnitte des An- und Abfahrens;

5° Schwefelabscheidegrad: das Verhältnis der Schwefelmenge, die von einer Feuerungsanlage in einem bestimmten Zeitraum nicht in die Luft abgeleitet wird, zu der Schwefelmenge des Festbrennstoffs, der im gleichen Zeitraum in die Feuerungsanlage eingebracht und verbraucht wird;

6° einheimischer fester Brennstoff: ein natürlich vorkommender fester Brennstoff, der in einer eigens für diesen Brennstoffkonzipierten Feuerungsanlage verfeuert wird und der vor Ort gewonnen wird;

7° maßgeblicher Brennstoff: unter den Brennstoffen, die in einer Destillations- oder Konversionsrückstände aus der Rohölraffinierung allein oder zusammen mit anderen Brennstoffen für den Eigenverbrauch verfeuernden Mehrstofffeuerungsanlage verwendet werden, den Brennstoff mit dem höchsten Emissionsgrenzwert nach Anhang V Teil 1 oder im Falle von mehreren Brennstoffen mit gleichem Emissionsgrenzwert ù den Brennstoff, der von diesen Brennstoffen die größte Wärmemenge liefert;

8° Abfall: ein Abfall im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

9° Biomasse : die folgenden Produkte:

a) Produkte land- oder forstwirtschaftlichen Ursprungs aus pflanzlichem Material, die als Brennstoff zur energetischen Rückgewinnung verwendet werden können;

b) nachstehende Abfälle:

i) pflanzliche Abfälle aus der Land- und Forstwirtschaft;

ii) pflanzliche Abfälle aus der Nahrungsmittelindustrie, falls die erzeugte Wärme genutzt wird;

iii) faserige pflanzliche Abfälle aus der Herstellung von natürlichem Zellstoff und aus der Herstellung von Papier aus Zellstoff, sofern sie am Herstellungsort mitverbrannt werden und die erzeugte Wärmegenutzt wird;

iv) Korkabfälle;

v) Holzabfälle mit Ausnahme von Holzabfällen, die infolge einer Behandlung mit Holzschutzmitteln oder infolge einer Beschichtung halogenorganische Verbindungen oder Schwermetalle enthalten können, und zu denen insbesondere solche Holzabfälle aus Bau- und Abbruchabfällen gehören;

10° Mehrstofffeuerungsanlage: eine Feuerungsanlage, die gleichzeitig oder wechselweise mit zwei oder mehr Brennstoffen beschickt werden kann;

11° Gasturbine: jede rotierende Maschine, die thermische Energie in mechanische Arbeit umwandelt und hauptsächlich aus einem Verdichter, aus einer Brennkammer, in der Brennstoff zur Erhitzung des Arbeitsmediums oxidiert wird, und aus einer Turbine besteht;

12° Gasmotor: ein nach dem Ottoprinzip arbeitender Verbrennungsmotor mit Fremdzündung des Kraftstoffs bzw. ùim Falle von Zweistoffmotoren ù mit Selbstzündung des Kraftstoffs;

13° Dieselmotor: ein nach dem Dieselpinzip arbeitender Verbrennungsmotor mit Selbstzündung des Kraftstoffs.

Art. 3 - Vorliegender Erlass gilt für Feuerungsanlagen, deren Feuerungswärmeleistung 50 MW oder mehr beträgt, unabhängig davon, welche Art von Brennstoff verwendet wird, und die in den Rubriken 40.10.01.03 oder 40.30.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten genannt sind.

Der vorliegende Erlass ist nicht auf folgende Feuerungsanlagen anwendbar:

1° Anlagen, in denen die Verbrennungsprodukte unmittelbar zum Erwärmen, zum Trocknen oder zu einer anderweitigen Behandlung von Gegenständen oder Materialien verwendet werden;

- 2° Nachverbrennungsanlagen, die dafür ausgelegt sind, die Abgase durch Verbrennung zu reinigen, und die nicht als unabhängige Feuerungsanlagen betrieben werden;
- 3° Einrichtungen zum Regenerieren von Katalysatoren für katalytisches Cracken;
- 4° Einrichtungen für die Umwandlung von Schwefelwasserstoff in Schwefel;
- 5° in der chemischen Industrie verwendete Reaktoren;
- 6° Koksöfen;
- 7° Winderhitzer (cowpers);
- 8° technische Geräte, die zum Antrieb von Fahrzeugen, Schiffen oder Flugzeugen eingesetzt werden;
- 9° Gasturbinen und Gasmotoren, die auf Offshore-Plattformen eingesetzt werden;
- 10° Anlagen, die als Brennstoff andere feste oder flüssige Abfälle als die gemäß Artikel 3 Nummer 31 Buchstabe *b* verwenden.

Art. 4 - Werden die Abgase von zwei oder mehreren gesonderten Feuerungsanlagen über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet, so gilt die von solchen Anlagen gebildete Kombination als eine einzige Feuerungsanlage und für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung werden ihre Kapazitäten addiert.

Werden zwei oder mehrere gesonderte Feuerungsanlagen, für die am oder nach dem 1. Juli 1987 erstmals eine Genehmigung erteilt oder durch deren Betreiber zu diesem Zeitpunkt oder danach ein vollständiger Antrag auf eine Genehmigung eingereicht wurde, derart errichtet, dass ihre Abgase unter Berücksichtigung technischer und wirtschaftlicher Faktoren nach dem Urteil der zuständigen Behörde über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden könnten, so gilt die von solchen Anlagen gebildete Kombination als eine einzige Feuerungsanlage und für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung werden ihre Kapazitäten addiert.

Für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung einer in den Absätzen 1 und 2 beschriebenen Kombination gesonderter Feuerungsanlagen werden einzelne Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 15 MW nicht berücksichtigt.

KAPITEL II — *Bau*

Art. 5 - Die Betreiber aller Feuerungsanlagen mit einer elektrischen Nennleistung von 300 MW oder mehr, für die die ursprüngliche Baugenehmigung oder in Ermangelung eines solchen Verfahrens die ursprüngliche Betriebsgenehmigung nach dem 25. Juni 2009 erteilt wurde, prüfen, ob die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° geeignete Speicherstätten für Kohlenstoffdioxid sind verfügbar;
- 2° die Transportvorrichtungen sind technisch und wirtschaftlich machbar;
- 3° die Nachrüstung für die Kohlendioxidabscheidung ist technisch und wirtschaftlich machbar.

Sind die in Absatz 1 festgelegten Bedingungen erfüllt, so sorgt die zuständige Behörde dafür, dass auf dem Anlagengelände angemessener Platz für die Kohlendioxidabscheidung und -komprimierung vorgesehen wird.

Die zuständige Behörde bestimmt auf der Grundlage der von den Betreibern vorgenommenen Prüfungen und sonstiger verfügbarer Informationen, insbesondere über den Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit, ob die Bedingungen erfüllt sind.

KAPITEL III — *Luft*

Art. 6 - § 1. Die Ableitung der Abgase aus Feuerungsanlagen erfolgt auf kontrollierte Weise über einen Schornstein mit einem oder mehreren Abgaszügen, dessen Höhe so berechnet wird, dass die menschliche Gesundheit und Umwelt geschützt bleiben.

§ 2. Alle Genehmigungen für Anlagen, die Feuerungsanlagen umfassen, für die vor dem 7. Januar 2013 eine Genehmigung erteilt oder für die von deren Betreibern vor diesem Zeitpunkt ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde, sofern solche Anlagen spätestens am 7. Januar 2014 in Betrieb genommen werden, enthalten Auflagen, die gewährleisten, dass die Emissionen dieser Anlagen in die Luft die in Teil 1 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

§ 3. Alle Genehmigungen für Anlagen, die Feuerungsanlagen umfassen, die nicht unter § 2 fallen, enthalten Auflagen, die gewährleisten, dass die Emissionen dieser Anlagen in die Luft die in Teil 2 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

§ 4. Die in den Teilen 1 und 2 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte sowie die in Teil 5 der Anlage festgelegten Mindest-Schwefelabscheidegrade gelten für die Emissionen jedes gemeinsamen Schornsteins im Verhältnis zu der Feuerungswärmeleistung der gesamten Feuerungsanlage.

Ist in der Anlage vorgesehen, dass Emissionsgrenzwerte für einen Teil einer Feuerungsanlage mit begrenzter Betriebsstundenzahl angewandt werden können, so gelten diese Grenzwerte für die Emissionen dieses Teils der Anlage, werden jedoch im Verhältnis zu der Feuerungswärmeleistung der gesamten Feuerungsanlage festgelegt.

§ 5. Die zuständige Behörde kann eine Abweichung von der Verpflichtung zur Einhaltung der in den Paragraphen 2 und 3 vorgesehenen Emissionsgrenzwerte für Schwefeldioxid für eine Dauer von bis zu sechs Monaten bei Feuerungsanlagen gewähren, in denen zu diesem Zweck normalerweise ein schwefelarmer Brennstoff verfeuert wird, wenn der Betreiber aufgrund einer sich aus einer ersten Mangellage ergebenden Unterbrechung der Versorgung mit schwefelarmem Brennstoff nicht in der Lage ist, diese Grenzwerte einzuhalten.

§ 6. Die zuständige Behörde kann eine Abweichung von der Verpflichtung zur Einhaltung der in den Paragraphen 2 und 3 vorgesehenen Emissionsgrenzwerte in den Fällen gewähren, in denen eine Feuerungsanlage, in der nur gasförmiger Brennstoff verfeuert wird, wegen einer plötzlichen Unterbrechung der Gasversorgung ausnahmsweise auf andere Brennstoffe ausweichen muss und aus diesem Grund mit einer Abgasreinigungsanlage ausgestattet werden müsste. Eine solche Abweichung wird für einen Zeitraum von nicht mehr als zehn Tagen gewährt, es sei denn, es ist ein vorrangiges Bedürfnis für die Aufrechterhaltung der Energieversorgung gegeben.

Der Betreiber unterrichtet die zuständige Behörde umgehend über jeden einzelnen Fall gemäß Absatz 1.

§ 7. Wird eine Feuerungsanlage erweitert, so gelten für den erweiterten von der Änderung betroffenen Teil der Anlage die in Teil 2 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte, die nach Maßgabe der Feuerungswärmeleistung der gesamten Feuerungsanlage festgelegt werden.

Im Falle der Änderung einer Feuerungsanlage, die sich möglicherweise auf die Umwelt auswirkt und einen Teil einer Anlage mit einer Feuerungswärmeleistung von 50 MW oder mehr betrifft, gelten die in Teil 2 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte für den Teil der Anlage, der im Verhältnis zur Feuerungswärmeleistung der gesamten Feuerungsanlage umgestellt wurde.

§ 8. Die in den Teilen 1 und 2 der Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte gelten nicht für folgende Feuerungsanlagen:

- 1° Dieselmotoren;
- 2° Ablaugekessel in Anlagen für die Zellstofferzeugung.

Art. 7 - § 1. Auf Feuerungsanlagen, die mit einheimischem festen Brennstoff betrieben werden und die in Artikel 6 § 2 und § 3 genannten Emissionsgrenzwerte für Schwefeldioxid aufgrund der Merkmale dieses Brennstoffs nicht einhalten können, darf die zuständige Behörde stattdessen, nachdem sie die einen vom Betreiber erstellten technischen Bericht zuvor validiert hat, die in Teil 5 der Anlage festgelegten Mindest-Schwefelabscheidegrade nach Maßgabe der in Teil 6 der Anlage festgelegten Einhaltungsvorschriften anwenden.

§ 2. Für Feuerungsanlagen, die mit einheimischem festem Brennstoff befeuert werden und Abfall mitverbrennen und die die Werte für CVerfahren für Schwefeldioxid gemäß der Anlage 1, Teil 3, Punkt 3.1) oder 3.2) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder mitverbrennungsanlagen aufgrund der Eigenschaften der einheimischen festen Brennstoffe nicht einhalten können, kann die zuständige Behörde gemäß den in Teil 6 der Anlage festgelegten Einstellungsregeln stattdessen die Teil 5 der Anlage festgelegten Mindest-Schwefelabscheidegrade anwenden.

Der Wert CAbfall im Sinne von Teil 3 Punkt 1) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder mitverbrennungsanlagen ist 0 mg/Nm^3 .

Art. 8 - Im Zeitraum vom 1. Januar 2016 bis zum 31. Dezember 2023 können Feuerungsanlagen von der Einhaltung der Emissionsgrenzwerte nach Artikel 6 § 2 und gegebenenfalls der Schwefelabscheidegrade nach Artikel 7 ausgenommen werden, sofern der Betreiber der Feuerungsanlage sich in einer schriftlichen Erklärung, die spätestens bis zum 1. Januar 2014 der zuständigen Behörde vorzulegen ist, dazu verpflichtet, die Anlage ab dem 1. Januar 2016 höchstens 17 500 Betriebsstunden und längstens bis zum 31. Dezember 2023 zu betreiben.

Art. 9 - Bis zum 31. Dezember 2022 können Feuerungsanlagen von der Einhaltung der in Artikel 6 § 2 genannten Emissionsgrenzwerte und der in Artikel 7 genannten Schwefelabscheidungsgrade befreit werden, sofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Feuerungswärmeleistung der Feuerungsanlage beträgt nicht mehr als 200 MW;
- 2° die Anlage hat vor dem 27. November 2002 eine erste Genehmigung erhalten oder der Betreiber dieser Anlage hat vor diesem Zeitpunkt einen vollständigen Genehmigungsantrag gestellt, sofern die Anlage spätestens am 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde;
- 3° mindestens 50% der erzeugten Nutzwärme der Anlage, berechnet als gleitender Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren, wird in Form von Dampf oder Warmwasser an ein öffentliches Fernwärmenetz abgegeben.

Art. 10 - Im Fall von Mehrstofffeuerungsanlagen, die gleichzeitig mit zwei oder mehr Brennstoffen beschickt werden, setzt die zuständige Behörde die Emissionsgrenzwerte nach folgenden Schritten fest:

- 1° Bestimmung des Emissionsgrenzwerts für jeden einzelnen Brennstoff und jeden einzelnen Schadstoff entsprechend der Feuerungswärmeleistung der gesamten Anlage gemäß den Teilen 1 und 2 der Anlage;
- 2° Ermittlung der gewichteten Emissionsgrenzwerte für die einzelnen Brennstoffe. Diese Werte erhält man, indem man die einzelnen Grenzwerte gemäß Nummer 1° mit der Wärmeleistung der einzelnen Brennstoffe multipliziert und das Produkt durch die Summe der von allen Brennstoffen zugeführten Wärmeleistung dividiert;
- 3° Addieren der gewichteten Emissionsgrenzwerte für die einzelnen Brennstoffe.

Im Fall von Mehrstofffeuerungsanlagen, die unter Artikel 6 § 2 fallen und die Destillations- und Konversionsrückstände aus der Rohölraffinierung allein oder zusammen mit anderen Brennstoffen für den Eigenverbrauch verfeuern, können anstatt der gemäß Absatz 1 festgelegten Emissionsgrenzwerte folgende Emissionsgrenzwerte angewendet werden:

1° wenn während des Betriebs der Feuerungsanlage der vom maßgeblichen Brennstoff erbrachte Anteil an der Summe der von allen Brennstoffen zugeführten Wärmeleistung 50% oder mehr beträgt: der gemäß dem Teil 1 der Anlage für den maßgeblichen Brennstoff festgelegte Emissionsgrenzwert;

2° wenn der vom maßgeblichen Brennstoff erbrachte Anteil an der Summe der von allen Brennstoffen zugeführten Wärmeleistung weniger als 50% beträgt: der nach folgenden Schritten bestimmte Emissionsgrenzwert:

- a) Bestimmung der Emissionsgrenzwerte für jeden der verwendeten Brennstoffe entsprechend der Feuerungswärmeleistung der Anlage gemäß Teil 1 der Anlage;
- b) Berechnung des Emissionsgrenzwerts des maßgeblichen Brennstoffs entsprechend der Feuerungswärmeleistung der Anlage, indem der nach Buchstabe a) für den betreffenden Brennstoff bestimmte Emissionsgrenzwert mit dem Faktor 2 multipliziert wird und von diesem Produkt der Emissionsgrenzwert des verwendeten Brennstoffs mit dem niedrigsten Emissionsgrenzwert gemäß dem Teil 1 der Anlage subtrahiert wird;
- c) Bestimmung des gewichteten Emissionsgrenzwerts für jeden verwendeten Brennstoff, indem der nach den Buchstaben a) und b) bestimmte Emissionsgrenzwert mit der Wärmeleistung des betreffenden Brennstoffs multipliziert wird und dieses Produkt durch die Summe der von allen Brennstoffen zugeführten Wärmeleistung dividiert wird;
- d) Aggregation der nach Buchstabe c) bestimmten gewichteten Emissionsgrenzwerte.

Im Fall von Mehrstofffeuerungsanlagen, die unter Artikel 6 § 2 fallen und die Destillations- und Konversionsrückstände aus der Rohölraffinierung allein oder zusammen mit anderen Brennstoffen für den Eigenverbrauch verfeuern, können die durchschnittlichen Emissionsgrenzwerte für Schwefeldioxid gemäß dem Teil 7 der Anlage anstatt der gemäß Absatz 1 oder 2 dieses Artikels festgelegten Emissionsgrenzwerte angewandt werden.

Art. 11 - § 1. In den Sonderbedingungen werden Verfahren für den Fall einer Betriebsstörung oder des Ausfalls der Abgasreinigungsanlage vorgesehen.

§ 2. Im Fall eines Ausfalls muss der Betreiber den Betrieb der Anlage einschränken oder gänzlich einstellen, wenn eine Rückkehr zum Normalbetrieb nicht innerhalb von 24 Stunden erreicht wird, oder aber muss er die Anlage mit einem schadstoffarmen Brennstoff weiter betreiben.

Der Betreiber benachrichtigt die zuständige Behörde, den technischen Beamten und den Aufsichtsbeamten innerhalb von 48 Stunden nach der Betriebsstörung oder dem Ausfall der Abgasreinigungsanlage.

Die Gesamtbetriebsdauer ohne Abgasreinigung darf 120 Stunden innerhalb eines 12-Monats-Zeitraums nicht übersteigen.

Die zuständige Behörde kann Abweichungen von den Fristen gemäß den Absätzen 1 und 3 in einem der folgenden Fälle gewähren:

1° es ist ein vorrangiges Bedürfnis für die Aufrechterhaltung der Energieversorgung gegeben;

2° die Feuerungsanlage, in der der Ausfall der Abgasreinigungsanlage aufgetreten ist, würde für einen begrenzten Zeitraum durch eine andere Anlage ersetzt, die einen Gesamtanstieg der Emissionen verursachen würde.

KAPITEL IV — Kontrolle

Art. 12 - Die Überwachung der Emission von Schadstoffen in die Luft erfolgt gemäß Teil 3 der Anlage.

Einbau und Funktionieren der automatisierten Messsysteme müssen kontrolliert werden und jedes Jahr müssen die Überwachungstests gemäß dem Teil 3 der Anlage durchgeführt werden.

Die Lage der Probenahme- oder Messstellen für die Überwachung von Emissionen wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Alle Überwachungsergebnisse müssen auf solch eine Weise aufgezeichnet, verarbeitet und dargestellt werden, die es der zuständigen Behörde ermöglicht, die Einhaltung der Betriebsbedingungen und der in der Genehmigung angegebenen Emissionsgrenzwerte zu überprüfen.

Art. 13 - Emissionsgrenzwerte für Luft und Wasser gelten als eingehalten, wenn die Bedingungen gemäß dem Teil 4 der Anlage erfüllt sind.

Art. 14 - Die Umweltdaten im Sinne von Artikel 76ter des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung der Feuerungsanlagen umfassen:

1° die Art der Feuerungsanlage: Kesselfeuerung, Gasturbine, Gasmotor, Dieselmotor, andere (genau anzugeben);

2° das Datum der Betriebsaufnahme der Feuerungsanlage;

3° die Nenn-Feuerungswärmeleistung der Feuerungsanlage (in MW);

4° die Zahl der Betriebsstunden der Feuerungsanlage;

5° die Art der benutzten Brennstoffe;

6° den jährlicher Gesamtenergieinput, bezogen auf den Nettobrennwert (in TJ pro Jahr), aufgeschlüsselt in die folgenden Brennstoffkategorien: Steinkohle, Braunkohle, Biomasse, Torf, andere feste Brennstoffe (genau anzugeben), flüssige Brennstoffe, Erdgas, sonstige Gase (genau anzugeben);

7° die Ergebnisse der kontinuierlichen Messungen;

8° die Ergebnisse der Kontrolle der Messgeräte;

9° die Ergebnisse der diskontinuierlichen Messungen;

10° die Jahresgesamtemissionen (in t/Jahr) an Schwefeldioxid, Stickstoffoxiden und Staub (als Schwebstoffe insgesamt);

11° für die Anlagen, für die Artikel 7 gilt, den Schwefelgehalt des benutzten einheimischen festen Brennstoffs und den erreichten Schwefelabscheidegrad in einem Monatsdurchschnitt;

12° für die Anlagen, für die Artikel 9 gilt, für die Jahre 2016 bis 2022, den Anteil der erzeugten, in Form von Dampf oder Warmwasser an ein öffentliches Fernwärmenetz abgegebenen Nutzwärme jeder Anlage, berechnet als gleitender Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren.

KAPITEL V — Aufhebende, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 15 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 über die sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Wärmekraftwerke und sonstigen Feuerungsanlagen zur Elektrizitätserzeugung, deren installierte Leistung mindestens 50 MWth beträgt und die in der Rubrik 40.10.01.03 erwähnt werden, sowie zur Dampf- und Warmwassererzeugung, die in der Rubrik 40.30.01 erwähnt werden, wird aufgehoben.

Art. 16 - Was die Feuerungsanlagen betrifft, für die Artikel 8 gilt, werden die Emissionsgrenzwerte für Schwefeldioxid, Stickstoffoxide und Staub, die kraft der Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 in der am 31. Dezember 2015 gültigen Genehmigung für die Verbrennungsanlage festgelegt werden, mindestens während der Restlaufzeit der Feuerungsanlage beibehalten.

Was die Feuerungsanlagen betrifft, für die Artikel 9 gilt, werden die Emissionsgrenzwerte für Schwefeldioxid, Stickstoffoxide und Staub, die kraft der Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2002 in der am 31. Dezember 2015 gültigen Genehmigung für die Verbrennungsanlage festgelegt werden, mindestens bis zum 31. Dezember 2022 beibehalten.

Art. 17 - Unter Vorbehalt der Absätze 2 und 3 wird vorliegender Erlass am 7. Januar 2013 wirksam.

Für die in Artikel 6 § 2 genannten, bestehenden Betriebe tritt der vorliegende Erlass am 1. Januar 2016 in Kraft.

Artikel 14 tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Art. 18 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE

Technische Bestimmungen für Feuerungsanlagen

Teil 1 - Emissionsgrenzwerte für Feuerungsanlagen gemäß Artikel 6 § 2

1. Alle Emissionsgrenzwerte werden bei einer Temperatur von 273,15 K, einem Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases und bei einem Bezugs-O₂-Gehalt von 6% für feste Brennstoffe, 3% für Feuerungsanlagen für flüssige und gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren und 15% für Gasturbinen und Gasmotoren berechnet.

2. SO₂-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Steinkohle und Braunkohle sowie andere feste Brennstoffe	Biomasse	Torf	Flüssige Brennstoffe
50-100	400	200	300	350
100-300	250	200	300	250
> 300	200	200	200	200

Für Feuerungsanlagen für feste Brennstoffe, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die von deren Betreibern vor diesem Zeitpunkt ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde) und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein SO₂-Emissionsgrenzwert von 800 mg/Nm³.

Für Feuerungsanlagen für flüssige Brennstoffe, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die von deren Betreibern vor diesem Zeitpunkt ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde) und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein SO₂-Emissionsgrenzwert von 850 mg/Nm³ im Falle von Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von nicht mehr als 300 MW und von 400 mg/Nm³ im Falle von Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 300 MW.

Für einen Teil einer Feuerungsanlage, dessen Abgase über einen oder mehrere gesonderte Abgasabzüge in einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden und der im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb ist, können die in den beiden vorangegangenen Absätzen in Abhängigkeit von der Feuerungswärmeleistung der gesamten Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte vorgeschrieben werden. In diesem Fall werden die durch jeden der betreffenden Kanäle geleiteten Emissionen gesondert überwacht.

3. SO₂-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit gasförmigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Im Allgemeinen	35
Flüssiggas	5
Koksofengase mit niedrigem Heizwert	400
Hochofengase mit niedrigem Heizwert	200

Für Feuerungsanlagen, die aus Raffinerierückständen erzeugte Gase mit niedrigem Heizwert verfeuern und bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde), gilt ein SO₂-Emissionsgrenzwert von 800 mg/Nm³.

4. NO_x-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Steinkohle und Braunkohle sowie andere feste Brennstoffe	Biomasse und Torf	Flüssige Brennstoffe
50-100	300 450 bei Braunkohlestaubfeuerungen	300	450
100-300	200	250	200 ⁽¹⁾
> 300	200	200	150 ⁽¹⁾

Anmerkung:

(1) Der Emissionsgrenzwert beträgt 450 mg/Nm³ für die Verfeuerung von Destillations- und Konversionsrückständen aus der Rohölraffinerie für den Eigenverbrauch in Feuerungsanlagen, die eine Feuerungswärmeleistung von nicht mehr als 500 MW haben und bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt und für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde, sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde.

Für Feuerungsanlagen in Chemieanlagen, die flüssige Produktionsrückstände als nichtkommerziellen Brennstoff für den Eigenverbrauch verfeuern, eine Feuerungswärmeleistung von nicht mehr als 500 MW haben und bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde), gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 450 mg/Nm³.

Für Feuerungsanlagen für feste oder flüssige Brennstoffe mit einer Feuerungswärmeleistung von höchstens 500 MW, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die von deren Betreibern vor diesem Zeitpunkt ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde) und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 450 mg/Nm³.

Für Feuerungsanlagen für feste Brennstoffe mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 500 MW, bei denen die Genehmigung vor dem 1. Juli 1987 erteilt wurde und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 450 mg/Nm³.

Für Feuerungsanlagen für flüssige Brennstoffe mit einer Feuerungswärmeleistung von mehr als 500 MW, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde) und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 400 mg/Nm³.

Für einen Teil einer Feuerungsanlage, dessen Abgase über einen oder mehrere gesonderte Kanäle in einem gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden und der im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb ist, können die in den drei vorangegangenen Absätzen in Abhängigkeit von der Feuerungswärmeleistung der gesamten Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte vorgeschrieben werden. In diesem Fall werden die durch jeden der betreffenden Kanäle geleiteten Emissionen gesondert überwacht. In diesem Fall werden die durch jeden der betreffenden Kanäle geleiteten Emissionen gesondert überwacht.

5. Für Gasturbinen (einschließlich Gas- und Dampfturbinen-Anlagen (GuD)), die Leicht- und Mitteldestillate als flüssigen Brennstoff verwenden, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 90 mg/Nm³ und ein CO-Emissionsgrenzwert von 100 mg/Nm³. Gasturbinen für den Notbetrieb, die weniger als 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, fallen nicht unter die in dieser Nummer festgelegten Emissionsgrenzwerte. Die Betreiber solcher Anlagen registrieren die geleisteten Betriebsstunden.

6. NO_x- und CO-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit Gas betriebene Feuerungsanlagen

	NO _x	CO
Mit Erdgas betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren	100	100
Mit Hochofengas, Koksofengas oder aus Raffinerierückständen erzeugtem Gas mit niedrigem Heizwert betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren	200 ⁽⁴⁾	-
Mit sonstigen Gasen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren	200 ⁽⁴⁾	-
Mit Erdgas betriebene (1) Gasturbinen (einschließlich GuD)	50 ^{(2) (3)}	100
Anders als mit Erdgas betriebene Gasturbinen (einschließlich GuD)	120	100
Gasmotoren	100	100

Anmerkungen:

(1) Erdgas ist natürlich vorkommendes Methangas mit nicht mehr als 20 Volumen-% Inertgasen und sonstigen Bestandteilen.

(2) 75 mg/Nm³ in folgenden Fällen, in denen der Wirkungsgrad der Gasturbine unter ISO-Grundlastbedingungen bestimmt wird :

I. Gasturbinen in Anlagen mit Kraft-Wärme-Kopplung mit einem Gesamtwirkungsgrad von über 75 v.H.;

II. Gasturbinen in Kombinationskraftwerken, deren elektrischer Gesamtwirkungsgrad im Jahresdurchschnitt über 55 v.H. liegt;

III. Gasturbinen für mechanische Antriebszwecke.

(3) Für einstufige Gasturbinen, die keiner der unter Anmerkung 2 genannten Kategorien zuzurechnen sind und deren Wirkungsgrad unter ISO-Grundlastbedingungen mehr als 35 v.H. beträgt, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von $50\eta/35$, wobei η ; der in Prozent ausgedrückte Wirkungsgrad der Gasturbine unter ISO-Grundlastbedingungen ist.

(4) 300 mg/Nm³ für derartige Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von nicht mehr als 500 MW, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde).

Für Gasturbinen (einschließlich GuD) gelten die in der Tabelle unter dieser Nummer aufgeführten NO_x- und CO-Emissionsgrenzwerte nur bei einer Last von über 70 v. H. Für Gasturbinen (einschließlich GuD), bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt oder für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde (sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde) und die im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 150 mg/Nm³ im Falle von Anlagen, die mit Erdgas betrieben werden, und von 200 mg/Nm³ im Falle von Anlagen, die mit anderen Gasen oder flüssigen Brennstoffen betrieben werden.

Für einen Teil einer Feuerungsanlage, dessen Abgase über einen oder mehrere gesonderte Abgasabzüge in einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden und der im gleitenden Durchschnitt über einen Zeitraum von fünf Jahren höchstens 1 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb ist, können die in dem vorangegangenen Absatz in Abhängigkeit von der Feuerungswärmeleistung der gesamten Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte vorgeschrieben werden. In diesem Fall werden die durch jeden der betreffenden Kanäle geleiteten Emissionen gesondert überwacht.

Gasturbinen und Gasmotoren für den Notbetrieb, die weniger als 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, fallen nicht unter die unter dieser Nummer aufgeführten Emissionsgrenzwerte. Die Betreiber solcher Anlagen registrieren die geleisteten Betriebsstunden.

7. Staub-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren :

Feuerungswärmeleistung (MW)	Steinkohle und Braunkohle sowie andere feste Brennstoffe	Biomasse und Torf	Flüssige Brennstoffe (1)
50-100	30	30	30
100-300	25	20	25
> 300	20	20	20

Anmerkung:

(1) Der Emissionsgrenzwert beträgt 50 mg/Nm³ für die Verfeuerung von Destillations- und Konversionsrückständen aus der Rohölraffinierung für den Eigenverbrauch in Feuerungsanlagen, bei denen die Genehmigung vor dem 27. November 2002 erteilt und für die vor diesem Zeitpunkt von deren Betreibern ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde, sofern die Anlage spätestens zum 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde.

8. Staub-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit gasförmigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Im Allgemeinen	5
Gichtgas	10
Anderweitig verwertbare Gase der Stahlindustrie	30

Teil 2 - Emissionsgrenzwerte für Feuerungsanlagen gemäß Artikel 6 § 3

1. Alle Emissionsgrenzwerte werden bei einer Temperatur von 273,15 K, einem Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases und bei einem Bezugs-O₂-Gehalt von 6% für feste Brennstoffe, 3% für Feuerungsanlagen für flüssige und gasförmige Brennstoffe mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren und 15% für Gasturbinen und Gasmotoren berechnet. Im Falle von kombinierten Gas- und Dampfturbinen-Anlagen (GuD) mit Zusatzfeuerung kann der Bezugssauerstoffgehalt von der zuständigen Behörde unter Berücksichtigung der besonderen Merkmale der betreffenden Anlage festgelegt werden.

2. SO₂-Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Steinkohle und Braunkohle sowie andere feste Brennstoffe	Biomasse	Torf	Flüssige Brennstoffe
50-100	400	200	300	350
100-300	200	200	300 250 (bei Wirbelschichtfeuerung)	200
> 300	150 200 (bei Wirbelschichtfeuerung mit zirkulierender oder druckaufgeladener Wirbelschicht)	150	150 200 (bei Wirbelschichtfeuerung)	150

3. SO₂-Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für mit gasförmigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Allgemein:	35
Flüssiggas	5
Koksofengase mit niedrigem Heizwert	400
Hochofengase mit niedrigem Heizwert	200

4. NO_x-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Steinkohle und Braunkohle sowie andere feste Brennstoffe	Biomasse und Torf	Flüssige Brennstoffe
50-100	300 400 bei Braunkohlestaubfeuerungen	250	300
100-300	200	200	150
> 300	150 200 bei Braunkohlestaubfeuerungen	150	100

5. Für Gasturbinen (einschließlich Gas- und Dampfturbinen-Anlagen (GuD)), die Leicht- und Mitteldestillate als flüssigen Brennstoff verwenden, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von 50 mg/Nm³ und ein CO-Emissionsgrenzwert von 100 mg/Nm³. Gasturbinen für den Notbetrieb, die weniger als 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, fallen nicht unter die in dieser Nummer festgelegten Emissionsgrenzwerte. Die Betreiber solcher Anlagen registrieren die geleisteten Betriebsstunden. Die Betreiber solcher Anlagen registrieren die geleisteten Betriebsstunden.

6. NO_x- und CO-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit Gas betriebene Feuerungsanlagen

	NO _x	CO
Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren	100	100
Gasturbine (einschließlich GuD)	50 ⁽¹⁾	100
Gasmotoren	75	100

Anmerkung:

(1) Für einstufige Gasturbinen, deren Wirkungsgrad unter ISO-Grundlastbedingungen mehr als 35 v.H. beträgt, gilt ein NO_x-Emissionsgrenzwert von $50 \times \eta / 35$, wobei η ; der in Prozent ausgedrückte Wirkungsgrad der Gasturbine unter ISO-Grundlastbedingungen ist.

Für Gasturbinen (einschließlich GuD) gelten die unter dieser Nummer aufgeführten NO_x- und CO-Emissionsgrenzwerte nur bei einer Last von über 70 v. H. Gasturbinen und Gasmotoren für den Notbetrieb, die weniger als 500 Betriebsstunden jährlich in Betrieb sind, fallen nicht unter die unter dieser Nummer aufgeführten Emissionsgrenzwerte. Die Betreiber solcher Anlagen registrieren die geleisteten Betriebsstunden.

7. Staub-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit festen oder flüssigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Feuerungswärmeleistung (MW)	
50-300	20
> 300	10 20 für Biomasse und Torf

8. Staub-Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für mit gasförmigen Brennstoffen betriebene Feuerungsanlagen mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren:

Im Allgemeinen	5
Hochofengas	10
Anderweitig verwertbare Gase der Stahlindustrie	30

Teil 3 - Emissionsüberwachung

1. Die Konzentrationen von SO₂, NO_x und Staub in Abgasen sind bei jeder Feuerungsanlage mit einer Feuerungswärmeleistung von 100 MW oder mehr kontinuierlich zu messen. Die CO-Konzentration der Abgase von jeder mit gasförmigen Brennstoffen betriebenen Feuerungsanlage mit einer Feuerungswärmeleistung von 100 MW oder mehr ist kontinuierlich zu messen.

2. Die zuständige Behörde kann beschließen, in folgenden Fällen von den kontinuierlichen Messungen gemäß Nummer 1 abzusehen:

- für Feuerungsanlagen mit einer Lebensdauer von weniger als 10 000 Betriebsstunden;
- für SO₂ und Staub aus mit Erdgas betriebenen Feuerungsanlagen;
- für SO₂ aus Feuerungsanlagen, die mit Öl mit bekanntem Schwefelgehalt betrieben werden, sofern keine Abgasentschwefelungsanlage vorhanden ist;
- für SO₂ aus mit Biomasse betriebenen Feuerungsanlagen, wenn der Betreiber nachweisen kann, dass die SO₂-Emissionen unter keinen Umständen über den vorgeschriebenen Emissionsgrenzwerten liegen können.

3. Wenn keine kontinuierlichen Messungen vorgeschrieben sind, müssen mindestens einmal alle sechs Monate Messungen von SO₂, NO_x, Staub und ü bei mit Gas betriebenen Anlagen ü auch von CO durchgeführt werden.

4. Bei Feuerungsanlagen, die mit Steinkohle oder Braunkohle betrieben werden, sind mindestens einmal pro Jahr die Gesamtquecksilberemissionen zu messen.

5. Als Alternative zu den SO₂- und NO_x-Messungen gemäß Nummer 3 können andere Verfahren, die von der zuständigen Behörde überprüft und gebilligt worden sind, angewandt werden, um die SO₂- und NO_x-Emissionen zu ermitteln. Diese Verfahren werden nach den einschlägigen CEN-Normen oder, sofern diese nicht zur Verfügung stehen, nach ISO-, nationalen oder anderen internationalen Normen durchgeführt, mit denen sichergestellt werden kann, dass Daten von gleicher wissenschaftlicher Qualität erhoben werden.

6. Im Falle wesentlicher Änderungen beim eingesetzten Brennstoff oder in der Betriebsweise der Anlagen ist die zuständige Behörde davon in Kenntnis zu setzen. Die zuständige Behörde entscheidet, ob die Überwachungsvorschriften der Nummern 1 bis 4 weiterhin ausreichen oder ob sie angepasst werden müssen.

7. Die kontinuierlichen Messungen, die gemäß Nummer 1 dieses Abschnitts durchgeführt werden, beinhalten die Messung von Sauerstoffgehalt, Temperatur, Druck und Wasserdampfgehalt der Abgase. Eine kontinuierliche Messung des Wasserdampfgehalts der Abgase ist nicht notwendig, sofern die Abgasproben getrocknet werden, bevor die Emissionen analysiert werden.

8. Probenahme und Analyse relevanter Schadstoffe und Messungen von Verfahrensparametern sowie die Qualitätssicherung von automatisierten Messsystemen und die Referenzmessverfahren zur Kalibrierung dieser Systeme werden nach CEN-Normen durchgeführt. Sind keine CEN-Normen verfügbar, so werden ISO-, nationale Normen oder andere internationale Normen angewandt, die sicherstellen, dass Daten von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität ermittelt werden. Die automatisierten Messsysteme sind mindestens einmal jährlich durch Parallelmessungen unter Verwendung der Referenzmethoden einer Kontrolle zu unterziehen. Der Betreiber unterrichtet die zuständige Behörde über die Ergebnisse der Überprüfung der automatisierten Messsysteme.

9. In Bezug auf die Emissionsgrenzwerte darf der Wert des Konfidenzintervalls von 95 v.H. eines einzelnen Messergebnisses folgende Prozentsätze nicht übersteigen:

Kohlenmonoxid	10%
Schwefeldioxid	20%
Stickstoffoxide	20%
Staub	30%

10. Die validierten Stunden- und Tagesmittelwerte werden aufgrund der gemessenen geltenden Stundenmittelwerte und nach Abzug des Wertes des unter Nummer 9 genannten Konfidenzintervalls bestimmt. Jeder Tag, an dem mehr als drei Stundenmittelwerte wegen Störung oder Wartung des automatisierten Messsystems ungültig sind, wird für ungültig erklärt. Werden mehr als zehn Tage im Jahr wegen solcher Situationen für ungültig erklärt, verpflichtet die zuständige Behörde den Betreiber, geeignete Maßnahmen einzuleiten, um die Zuverlässigkeit des automatisierten Messsystems zu verbessern.

11. Bei Anlagen, für die der Schwefelabscheidegrad nach Artikel 31 gilt, ist auch der Schwefelgehalt des in der Feuerungsanlage verfeuerten Brennstoffs regelmäßig zu überwachen. Die zuständigen Behörden sind über wesentliche Änderungen in Bezug auf die Art des verwendeten Brennstoffs zu unterrichten.

Teil 4 - Beurteilung der Einhaltung von Emissionsgrenzwerten

1. Im Falle kontinuierlicher Messungen gelten die in den Teilen 1 und 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte als eingehalten, wenn die Auswertung der Messergebnisse für die Betriebsstunden innerhalb eines Kalenderjahres ergibt, dass alle nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

a) kein validierter Monatsmittelwert überschreitet die einschlägigen Emissionsgrenzwerte gemäß den Teilen 1 und 2;

b) kein validierter Tagesmittelwert überschreitet 110% der einschlägigen Emissionsgrenzwerte gemäß den Teilen 1 und 2;

c) kein validierter Tagesmittelwert überschreitet 150% der einschlägigen Emissionsgrenzwerte gemäß den Teilen 1 und 2 im Falle von Großfeuerungsanlagen, deren Kessel nur mit Steinkohle betrieben werden und deren Feuerungswärmeleistung weniger als 50 MW beträgt;

d) 95% aller validierten Stundenmittelwerte über das Jahr gerechnet überschreiten nicht 200% der einschlägigen Emissionsgrenzwerte gemäß den Teilen 1 und 2.

Die validierten Mittelwerte werden gemäß Teil 3 Nummer 10 bestimmt. Bei der Berechnung der durchschnittlichen Emissionswerte bleiben die während der Zeitabschnitte gemäß Artikel 6 § 5 und § 6, und Artikel 11 sowie während der An- und Abfahrzeiten gemessenen Werte unberücksichtigt. Der Minister verabschiedet die Regeln betreffend die Festlegung der An- und Abfahrzeiten.

2. Sind keine kontinuierlichen Messungen vorgeschrieben, so gelten die in den Teilen 1 und 2 aufgeführten Emissionsgrenzwerte als eingehalten, wenn die Ergebnisse jeder einzelnen Messreihe oder der anderen Verfahren, die gemäß den von den zuständigen Behörden festgelegten Vorschriften definiert und bestimmt wurden, die Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

Teil 5 - Mindest-Schwefelabscheidegrad

1. Mindest-Schwefelabscheidegrad für die in Artikel 6 § 2 aufgeführten Feuerungsanlagen:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Mindest-Schwefelabscheidegrad:	
	Anlagen, die vor dem 27. November 2002 eine Genehmigung erhalten haben oder für die von deren Betreibern vor diesem Zeitpunkt ein vollständiger Genehmigungsantrag gestellt wurde, sofern die Anlage spätestens am 27. November 2003 in Betrieb genommen wurde	Sonstige Anlagen
50-100	80%	92%
100-300	90%	92%
> 300	96% ⁽¹⁾	96%

Anmerkung:

(1) Bei Feuerungsanlagen, die mit Ölschiefer betrieben werden, beträgt der Mindest-Schwefelabscheidegrad 95%.

2. Mindest-Schwefelabscheidegrad für die in Artikel 6 § 3 aufgeführten Feuerungsanlagen:

Feuerungswärmeleistung (MW)	Mindest-Schwefelabscheidegrad :
50-100	93%
100-300	93%
> 300	97%

Teil 6 - Einhaltung des Schwefelabscheidegrads

Die in Teil 5 dieser Anlage festgelegten Mindest-Schwefelabscheidegrade gelten als monatliche Durchschnittswerte.

Teil 7 - Durchschnittliche Emissionsgrenzwerte für Mehrstofffeuerungsanlagen in Raffinerien

Durchschnittliche SO₂-Emissionsgrenzwerte (mg/Nm³) für Mehrstofffeuerungsanlagen ù mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren ù in Raffinerien, die Destillations- und Konversionsrückstände aus der Rohölraffinerie allein oder zusammen mit anderen Brennstoffen für den Eigenverbrauch verfeuern : 600 mg/Nm³.

Diese Emissionsgrenzwerte werden bei einer Temperatur von 273,15 K, einem Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases und bei einem Bezugs-O₂-Gehalt von 6% für feste Brennstoffe und von 3% für flüssige und gasförmige Brennstoffe berechnet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Verbrennungsanlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201396]

**21 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 1, 6°;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9 en 76ter;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002 houdende sectorale voorwaarden betreffende de in rubriek 40.10.01.03 bedoelde thermische centrales en andere stookinstallaties voor elektriciteitsopwekking met een geïnstalleerd vermogen van 50 MWth of meer, alsook voor de stoomopwekking en warmwaterproductie bedoeld in rubriek 40.30.01;

Gelet op het advies 52.203/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging) wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° brandstof : elke vaste, vloeibare of gasvormige brandbare stof;

2° stookinstallatie : elk technisch toestel waarin brandstoffen worden geoxideerd teneinde de aldus opgewekte warmte te gebruiken;

3° schoorsteen : een structuur met één of meer afgaskanalen voor de afvoer van afgassen met het oog op de uitstoot ervan in de lucht;

4° bedrijfsuren : de tijd, uitgedrukt in uren, gedurende welke een stookinstallatie geheel of gedeeltelijk in werking is en emissies in de lucht uitstoot, met uitzondering van de voor de inwerkingstelling en stillegging benodigde tijd;

5° ontzwavelingspercentage : de verhouding tussen de hoeveelheid zwavel die gedurende een bepaalde periode door een stookinstallatie niet in de lucht wordt uitgestoten, en de hoeveelheid zwavel in de vaste brandstof die in de stookinstallatie en de bijbehorende voorzieningen wordt ingevoerd en in dezelfde periode door de installatie wordt verbruikt;

6° inheemse vaste brandstof : een natuurlijk voorkomende vaste brandstof waarmee een speciaal voor die brandstof ontworpen stookinstallatie wordt gevoed en die plaatselijk wordt gewonnen;

7° bepalande brandstof : van alle brandstoffen in gemengde stookinstallaties die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie, alleen of in combinatie met andere brandstoffen zelf verbruiken, de brandstof met de hoogste emissiegrenswaarde als bedoeld in de bijlage, deel 1 of, in geval van meerdere brandstoffen met dezelfde emissiegrenswaarde, de brandstof met het hoogste thermisch vermogen;

8° afval : afvalstof als omschreven in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

9° biomassa : de volgende producten :

a) producten die bestaan uit plantaardig landbouw- of bosbouw materiaal dat gebruikt kan worden als brandstof om de energetische inhoud ervan te benutten;

b) de volgende afvalstoffen :

i) plantaardig afval uit land- en bosbouw;

ii) plantaardig afval van de levensmiddelenindustrie, indien de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

iii) vezelachtig plantaardig afval afkomstig van de productie van ruwe pulp en van de productie van papier uit pulp; indien het op de plaats van productie wordt meeverbrand en de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

iv) kurkafval;

v) houtafval, met uitzondering van houtafval dat ten gevolge van een behandeling met houtbeschermingsmiddelen of door het aanbrengen van een beschermingslaag gehalogeneerde organische verbindingen dan wel zware metalen kan bevatten wat in het bijzonder het geval is voor houtafval afkomstig van bouw- en sloopafval;

10° gemengde stookinstallatie : elke stookinstallatie die terzelfder tijd of beurtelings met twee of meer brandstoffen kan worden gevoed;

11° gasturbine : een roterende machine die thermische energie in arbeid omzet, in hoofdzaak bestaande uit een compressor, een thermisch toestel waarin brandstof wordt geoxideerd om het werkmedium te verhitten, en een turbine;

12° gasmotor : een verbrandingsmotor die werkt volgens de ottocyclus en gebruik maakt van vonkontsteking of, in het geval van dual-fuelmotoren, compressieontsteking om brandstof te verbranden;

13° dieselmotor : een verbrandingsmotor die werkt volgens de dieselcyclus en die gebruik maakt van compressieontsteking om brandstof te verbranden.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op stookinstallaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van 50 MW of meer, ongeacht het toegepaste type brandstof, bedoeld in de rubrieken 40.10.01.03 of 40.30.01 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Dit besluit is niet van toepassing op de volgende stookinstallaties :

1° installaties waarin de verbrandingsproducten worden gebruikt voor directe verwarming, droging of enige andere behandeling van voorwerpen of materialen;

- 2° naverbrandingsinstallaties voor de zuivering van afgassen door verbranding die niet als autonome stookinstallatie worden geëxploiteerd;
- 3° installaties voor het regenereren van katalysatoren voor het katalytisch kraakproces;
- 4° installaties om zwavelwaterstof om te zetten in zwavel;
- 5° in de chemische industrie gebruikte reactoren;
- 6° cokesbatterijovens;
- 7° windverhitters van hoogovens;
- 8° technische voorzieningen die bij de voortstuwing van een voertuig, schip of vliegtuig worden gebruikt;
- 9° gasturbines en gasmotoren die op offshore-platforms worden gebruikt;
- 10° installaties die als brandstof andere vaste of vloeibare afvalstoffen gebruiken dan de afvalstoffen bedoeld in artikel 2, 9°, b).

Art. 4. Wanneer de afgassen van twee of meer afzonderlijke stookinstallaties via een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten, wordt het samenstel van deze installaties als één stookinstallatie aangemerkt en wordt hun capaciteit samengeteld voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen.

Wanneer twee of meer afzonderlijke stookinstallaties waarvoor voor het eerst een vergunning is verleend op of na 1 juli 1987 of waarvoor de exploitanten op of na die datum een volledige aanvraag voor een vergunning hebben ingediend, zo worden geïnstalleerd dat hun afgassen naar het oordeel van de bevoegde autoriteit, met inachtneming van technische en economische omstandigheden, via één gemeenschappelijke schoorsteen zouden kunnen worden uitgestoten, wordt het samenstel van deze installaties als één stookinstallatie aangemerkt en wordt hun capaciteit samengeteld voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen.

Voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen van een samenstel van stookinstallaties als bedoeld in leden 1 en 2, worden afzonderlijke stookinstallaties met een nominaal thermisch vermogen van minder dan 15 MW buiten beschouwing gelaten.

HOOFDSTUK II. — *Bouw*

Art. 5. De exploitanten van alle stookinstallaties met een nominaal elektrisch vermogen van 300 megawatt of meer, waarvan de oorspronkelijke bouwvergunning of, bij ontbreken van een dergelijke procedure, de oorspronkelijke exploitatievergunning is verleend na 25 juni 2009 beoordelen of aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° er zijn geschikte opslaglocaties beschikbaar;
- 2° vervoersfaciliteiten zijn technisch en economisch haalbaar;
- 3° het is technisch en economisch haalbaar om de installatie achteraf aan kooldioxideafvang aan te passen.

Als aan de voorwaarden van lid 1 is voldaan, zorgt de bevoegde autoriteit ervoor dat geschikte ruimte op het terrein van de installatie wordt vrijgemaakt om kooldioxide af te vangen en te comprimeren.

De bevoegde autoriteit bepaalt op basis van de in lid 1 bedoelde beoordeling en andere beschikbare informatie of aan deze voorwaarden is voldaan, in het bijzonder ten aanzien van de bescherming van het milieu en de gezondheid van de mens.

HOOFDSTUK III. — *Lucht*

Art. 6. § 1. Afgassen uit stookinstallaties worden op gecontroleerde wijze uitgestoten via een schoorsteen die een of meer afgasstromen afvoert, waarvan de hoogte zo wordt berekend dat er geen gevaar bestaat voor de menselijke gezondheid of het milieu.

§ 2. Alle vergunningen voor installaties die stookinstallaties omvatten waarvoor een vergunning is verleend vóór 7 januari 2013, of waarvoor de exploitant voor die datum een volledige aanvraag heeft ingediend mits bedoelde installatie uiterlijk op 7 januari 2014 in bedrijf wordt genomen, bevatten voorwaarden die garanderen dat de emissies in de lucht van die installaties de in deel 1 van de bijlage vastgestelde emissiegrenswaarden niet overschrijden.

§ 3. Alle vergunningen voor installaties die stookinstallaties omvatten waarop lid 2 niet van toepassing is, bevatten voorwaarden die garanderen dat de emissies in de lucht van die installaties de in deel 2 van de bijlage vastgestelde emissiegrenswaarden niet overschrijden.

§ 4. De in de delen 1 en 2 van de bijlage vastgestelde emissiegrenswaarden en de in deel 5 van de bijlage vastgestelde minimumpercentages voor ontzwaveling zijn van toepassing op de emissies van alle gemeenschappelijke schoorstenen in relatie tot het totale nominale thermische vermogen van de gehele stookinstallatie.

Voorziet de bijlage dat emissiegrenswaarden mogen worden toegepast op een deel van een stookinstallatie met een beperkt aantal bedrijfsuren, dan zijn deze grenswaarden van toepassing op de emissies van dat deel van de installatie, maar in relatie tot het totale nominale thermische vermogen van de gehele stookinstallatie.

§ 5. De bevoegde autoriteit kan voor een periode van ten hoogste zes maanden een afwijking toestaan van de verplichting tot het naleven van de in de §§ 2 en 3 bedoelde emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide bij stookinstallaties waar voor dit doel normaliter laagzwavelige brandstof wordt verstoekt, indien de exploitant wegens een onderbreking van de voorziening met laagzwavelige brandstof ten gevolge van een ernstig tekort aan dergelijke brandstoffen niet in staat is die grenswaarden in acht te nemen.

§ 6. De bevoegde autoriteit kan een afwijking toestaan van de verplichting tot het naleven van de emissiegrenswaarden van de §§ 2 en 3 voor een stookinstallatie die uitsluitend gasvormige brandstof gebruikt maar die als gevolg van een plotselinge onderbreking in de gasvoorziening uitzonderlijk een andere brandstof moet gebruiken en om die reden met afgasreinigingsapparatuur zou moeten worden uitgerust. Een dergelijke afwijking wordt toegestaan voor ten hoogste tien dagen, tenzij er een absolute noodzaak bestaat om de energievoorziening in stand te houden.

De exploitant stelt de bevoegde autoriteit onmiddellijk in kennis van elk specifiek geval als bedoeld in de eerste alinea.

§ 7. Bij uitbreiding van een stookinstallatie zijn de emissiegrenswaarden van deel 2 van de bijlage van toepassing op het uitgebreide gedeelte van de installatie waarop de verandering betrekking heeft; zij worden vastgesteld op grond van het totale nominale thermische vermogen van de gehele stookinstallatie.

In geval van een wijziging van een stookinstallatie die gevolgen kan hebben voor het milieu en die betrekking heeft op een gedeelte van een installatie met een nominaal thermisch vermogen van 50 MW of meer, zijn de in deel 2 van de bijlage vastgestelde emissiegrenswaarden van toepassing op het gedeelte van de installatie dat is gewijzigd in relatie tot het totale nominale thermische vermogen van de gehele stookinstallatie.

§ 8. De in delen 1 en 2 van de bijlage vastgestelde emissiegrenswaarden zijn niet van toepassing op de volgende stookinstallaties :

- 1° dieselmotoren;
- 2° terugwinningsinstallaties in installaties voor de productie van pulp.

Art. 7. § 1. Voor stookinstallaties die inheemse vaste brandstoffen stoken en die wegens de kenmerken van die brandstoffen niet aan de in artikel 6, §§ 2 en 3, bedoelde emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide kunnen voldoen, kan de bevoegde autoriteit in plaats daarvan de in deel 5 van de bijlage vastgestelde minimumpercentages voor ontzwaveling toepassen, overeenkomstig de in deel 6 van de bijlage vastgestelde voorschriften voor de naleving en na voorafgaande validering van een technisch verslag opgemaakt door de exploitant.

§ 2. Voor stookinstallaties die inheemse vaste brandstoffen stoken en afval meeverbranden, en die wegens de kenmerken van de inheemse vaste brandstof niet kunnen voldoen aan de Cproces-waarden voor zwaveldioxide zoals bepaald in bijlage I, deel 3, punt 3.1) of 3.2) van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties kan de bevoegde autoriteit daarentegen de in deel 5 van de bijlage vastgestelde minimumpercentages voor ontzwaveling toepassen, overeenkomstig de in deel 6 van de bijlage vastgestelde nalevingsvoorschriften.

De waarde Cafalstoffen bedoeld in de bijlage, deel 3, punt 1), van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties bedraagt 0 mg/Nm³.

Art. 8. In de periode van 1 januari 2016 tot en met 31 december 2023 kunnen stookinstallaties worden vrijgesteld van de verplichting tot inachtneming van de in artikel 6, § 2, bedoelde emissiegrenswaarden en de verplichting tot de in artikel 7 bedoelde ontzwavelingspercentages, indien van toepassing, indien de exploitant van de stookinstallatie uiterlijk 1 januari 2014 bij de bevoegde autoriteit een schriftelijke verklaring indient waarin hij zich ertoe verbindt om de installatie vanaf 1 januari 2016 en uiterlijk tot en met 31 december 2023 hoogstens 17 500 bedrijfsuren in bedrijf te nemen.

Art. 9. Tot en met 31 december 2022 kan een stookinstallatie worden vrijgesteld van de naleving van de in artikel 6, § 2, bedoelde emissiegrenswaarden en van de in artikel 7 bedoelde ontzwavelingspercentages, indien :

- 1° het totaal nominaal thermisch vermogen van de stookinstallatie niet hoger is dan 200 MW;
- 2° de installatie vóór 27 november 2002 voor het eerst een vergunning heeft gekregen of de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning had ingediend, mits die installatie uiterlijk 27 november 2003 in gebruik is genomen en
- 3° ten minste 50 % van de nuttige warmteproductie van de installatie (voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar) in de vorm van stoom of heet water wordt geleverd aan een openbaar net voor stadsverwarming.

Art. 10. In het geval van gemengde stookinstallaties die gelijktijdig met twee of meer brandstoffen worden gevoed, stelt de bevoegde autoriteit de emissiegrenswaarden vast volgens een berekeningswijze die de volgende stappen omvat :

1° zij neemt de relevante emissiegrenswaarde voor elke brandstof en elke verontreinigende stof die overeenkomt met het totale nominale thermische vermogen van de hele stookinstallatie zoals aangegeven in deel 1 en deel 2 van de bijlage;

2° zij bepaalt de gewogen emissiegrenswaarden per brandstof. Deze waarden worden verkregen door de onder 1° bedoelde emissiegrenswaarden te vermenigvuldigen met de hoeveelheid door elke brandstof geleverde warmte, en het resultaat van deze vermenigvuldiging te delen door de warmte geleverd door alle brandstoffen tezamen;

3° zij telt de per brandstof gewogen emissiegrenswaarden bij elkaar op.

In het geval van onder artikel 6, § 2, vallende gemengde stookinstallaties die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie, alleen of in combinatie met andere brandstoffen, zelf verbruiken, kunnen de volgende emissiegrenswaarden worden toegepast in plaats van de overeenkomstig lid 1 vastgestelde emissiegrenswaarden :

1° indien tijdens de werking van de stookinstallatie het aandeel van de bepalende brandstof in de door alle brandstoffen tezamen geleverde warmte 50 % of meer bedraagt : de in de bijlage, deel 1, voor de bepalende brandstof vastgestelde emissiegrenswaarde;

2° indien het aandeel van de bepalende brandstof in de door alle brandstoffen tezamen geleverde warmte minder dan 50 % bedraagt : de overeenkomstig de volgende stappen vastgestelde emissiegrenswaarde :

a) bepalen, voor elke gebruikte brandstof, van de emissiegrenswaarden in de bijlage, deel 1, die overeenstemmen met het totale nominale thermische vermogen van de stookinstallatie;

b) berekenen van de emissiegrenswaarde voor de bepalende brandstof door de voor die brandstof overeenkomstig punt a) vastgestelde emissiegrenswaarde te vermenigvuldigen met factor 2 en dit product te verminderen met de emissiegrenswaarde van de gebruikte brandstof met de laagste emissiegrenswaarde van de bijlage, deel 1, die overeenstemt met het totale nominale thermische vermogen van de stookinstallatie;

c) bepalen van de gewogen emissiegrenswaarde per brandstof door elk van de onder a) en b) bedoelde grenswaarden te vermenigvuldigen met de hoeveelheid door elke respectieve brandstof geleverde warmte, en dit product te delen door de warmte geleverd door alle brandstoffen tezamen;

d) optellen van de onder c) bepaalde gewogen emissiegrenswaarden per brandstof.

In het geval van onder artikel 6, § 2, vallende gemengde stookinstallaties die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie, alleen of in combinatie met andere brandstoffen, zelf verbruiken, kunnen de gemiddelde emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide in deel 7 van de bijlage worden toegepast in plaats van de overeenkomstig de leden 1 of 2 van dit artikel vastgestelde emissiegrenswaarden.

Art. 11. § 1. De bijzondere voorwaarden bevatten voorschriften inzake procedures bij storingen of uitvallen van de zuiveringsinrichting.

§ 2. Ingeval de afgasreinigingsapparatuur is uitgevallen en niet binnen 24 uur weer normaal functioneert, legt de exploitant de installatie geheel of gedeeltelijk stil of houdt hij ze met een weinig vervuilende brandstof in werking.

De exploitant stelt de bevoegde autoriteit, de technisch ambtenaar en de toezichthoudend ambtenaar binnen 48 uur na de storing of het uitvallen van de afgasreinigingsapparatuur op de hoogte.

De som van de perioden van werking zonder afgasreinigingsapparatuur mag in een periode van twaalf maanden niet meer bedragen dan 120 uur.

De bevoegde autoriteit kan in de volgende gevallen toestaan dat van de in de eerste en de derde alinea vastgestelde tijdslimieten wordt afgeweken :

1° als het absoluut noodzakelijk is om de energievoorziening in stand te houden;

2° als de stookinstallatie met de uitgevallen inrichting anders voor een beperkte tijd zou worden vervangen door een installatie die over het geheel genomen een hogere emissie zou veroorzaken.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 12. De monitoring van luchtverontreinigende stoffen vindt plaats overeenkomstig deel 3 van de bijlage.

De installatie en de werking van de geautomatiseerde monitoringapparatuur zijn onderworpen aan controles en aan een jaarlijkse verificatietest zoals omschreven in deel 3 van de bijlage.

De plaats van de bemonsterings- of meetpunten voor de monitoring van de emissies wordt bepaald in de bijzondere voorwaarden.

Alle monitoringresultaten worden op zodanige wijze geregistreerd, verwerkt en gepresenteerd dat de bevoegde autoriteit kan controleren of de in de vergunning opgenomen exploitatievoorwaarden en emissiegrenswaarden worden nageleefd.

Art. 13. De grenswaarden voor emissies in de lucht worden geacht te zijn nageleefd als aan de in deel 4 van de bijlage omschreven voorwaarden is voldaan.

Art. 14. De milieugegevens van de stookinstallaties in de zin van artikel 76ter van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning betreffen :

1° het soort stookinstallatie : stoomketel, gasturbine, gasmotor, dieselmotor, andere (met vermelding van de soort);

2° de datum waarop de stookinstallatie in bedrijf is gesteld;

3° het totaal nominaal thermisch vermogen (MW) van de stookinstallatie;

4° het aantal bedrijfsuren van de stookinstallatie;

5° de gebruikte soorten brandstof;

6° de totale hoeveelheid energie die per jaar is gebruikt, uitgedrukt in de calorische onderwaarde (TJ per jaar) en gespecificeerd voor de volgende categorieën brandstoffen : kolen, bruinkool, biomassa, turf, andere vaste brandstoffen (met vermelding van de soort), vloeibare brandstoffen, aardgas of andere gassen (met vermelding van de soort);

7° de resultaten van de continumetingen;

8° de resultaten van de controle op de meetapparatuur;

9° de resultaten van de discontinumetingen;

10° de totale jaarlijkse emissies (ton per jaar) van zwaveldioxide, stikstofoxiden en stof (als totaal zwevende deeltjes);

11° voor stookinstallaties waarop artikel 7 van toepassing is, het zwavelgehalte van de gebruikte inheemse vaste brandstof en het bereikte ontzwavelingspercentage, berekend als het gemiddelde per maand;

12° voor stookinstallaties waarop artikel 9 van toepassing is, voor jaren 2016 tot 2022, hoeveel nuttige warmteproductie van elke installatie in de vorm van stoom of heet water aan een openbaar net voor stadsverwarming is geleverd (uitgedrukt als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar).

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002 houdende sectorale voorwaarden betreffende de in rubriek 40.10.01.03 bedoelde thermische centrales en andere stookinstallaties voor elektriciteitsopwekking met een geïnstalleerd vermogen van 50 MWth of meer, alsook voor de stoomopwekking en warmwaterproductie bedoeld in rubriek 40.30.01, wordt opgeheven.

Art. 16. Wat betreft de stookinstallaties waarop artikel 8 van toepassing is, worden de emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide, stikstofoxiden en stof op grond van de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002, die zijn opgenomen in de vergunning van de stookinstallatie die geldt op 31 december 2015, in elk geval gehandhaafd tijdens de resterende bedrijfsduur van de stookinstallatie.

Wat betreft de stookinstallaties waarop artikel 9 van toepassing is, worden de emissiegrenswaarden voor zwaveldioxide, stikstofoxiden en stof op grond van de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2002, die zijn opgenomen in de vergunning van de stookinstallatie die geldt op 31 december 2015, in elk geval gehandhaafd tot 31 december 2022.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 7 januari 2013, onverminderd het tweede en het derde lid.

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016 voor de bestaande installaties bedoeld in artikel 6, § 2.

Artikel 14 treedt in werking op 1 januari 2016.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE

Technische bepalingen voor stookinstallaties

Deel 1. - Emissiegrenswaarden voor de stookinstallaties bedoeld in artikel 6, § 2

1. Alle emissiegrenswaarden worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na correctie voor het waterdampgehalte van de afgassen en bij een gestandaardiseerd O₂-gehalte van 6 % voor vaste brandstoffen, 3 % voor stookinstallaties, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren die vloeibare en gasvormige brandstoffen gebruiken en 15 % voor gasturbines en gasmotoren.

2. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor SO₂ voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (MW)	Steenkool en bruinkool en andere vaste brandstoffen	Biomassa	Turf	Vloeibare brandstoffen
50-100	400	200	300	350
100-300	250	200	300	250
> 300	200	200	200	200

Voor stookinstallaties die vaste brandstoffen gebruiken waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvoor de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, mits de installatie uiterlijk 27 november 2003 in gebruik is genomen, en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn (voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar) geldt een SO₂-emissiegrenswaarde van 800 mg/Nm³.

Voor stookinstallaties die vloeibare brandstoffen gebruiken waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvoor de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, mits de installatie uiterlijk 27 november 2003 in gebruik is genomen, en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, geldt een SO₂-emissiegrenswaarde van 850 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch vermogen van maximaal 300 MW en van 400 mg/Nm³ in het geval van installaties met een totaal nominaal thermisch vermogen van meer dan 300 MW.

Delen van een stookinstallatie waarvan de afgassen via een of meer afzonderlijke afgaskanalen in een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten en die niet meer dan bedrijfsuur 1 500 per jaar in bedrijf zijn (als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar), kunnen worden onderworpen aan de in de twee vorige alinea's vastgestelde emissiegrenswaarden in verhouding tot het totaal nominaal thermisch vermogen van de gehele stookinstallatie. In zulke gevallen worden de via elk betrokken afgaskaanaal uitgestoten emissies apart gecontroleerd.

3. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor SO₂ voor stookinstallaties die gasvormige brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Algemeen	35
Vloeibaar gemaakt gas	5
Gassen met lage calorische waarde uit cokesovens	400
Gassen met lage calorische waarde uit hoogovens	200

Voor stookinstallaties die gassen met lage calorische waarde gebruiken, verkregen door vergassing van raffinaderijresiduen, waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was, geldt een SO₂-emissiegrenswaarde van 800 mg/Nm³.

4. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor NO_x voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Steenkool en bruinkool en andere vaste brandstoffen	Biomassa en turf	Vloeibare brandstoffen
50-100	300 450 bij verbranding van poederbruinkool	300	450
100-300	200	250	200 ⁽¹⁾
> 300	200	200	150 ⁽¹⁾

Nota

(1) Voor stookinstallaties die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie zelf verbruiken, met een totaal nominaal thermisch vermogen van ten hoogste 500 MWth, en waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, geldt een emissiegrenswaarde van 450 mg/Nm³, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was.

Voor stookinstallaties in chemische installaties die zelf vloeibare productieresiduen als niet-commerciële brandstof verbruiken, met een nominaal thermisch vermogen van niet meer dan 500 MWth, waarvoor vóór 27 november 2002 een vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige vergunningaanvraag heeft ingediend, geldt voor NO_x-emissiegrenswaarde van 450 mg/Nm³, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was.

Voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken met een totaal nominaal thermisch vermogen van niet meer dan 500 MW waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of die vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning hebben ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was, en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, geldt een emissiegrenswaarde voor NO_x van 450 mg/Nm³.

Voor stookinstallaties die vaste brandstoffen gebruiken met een totaal nominaal thermisch vermogen van meer dan 500 MW waarvoor vóór 1 juli 1987 vergunning is verleend en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn (voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar), geldt een emissiegrenswaarde voor NO_x van 450 mg/Nm³.

Voor stookinstallaties met een totaal nominaal thermisch vermogen groter dan 500 MW die vloeibare brandstoffen gebruiken, waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitanten vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning hebben ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was, en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, geldt een NO_x-emissiegrenswaarde van 400 mg/Nm³.

Delen van een stookinstallatie waarvan de afgassen via één of meer afzonderlijke afgaskanalen in een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten en die niet meer dan 1500 bedrijfsuren per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, kunnen aan de in de drie voorgaande alinea's genoemde emissiegrenswaarden worden onderworpen voor het totale nominale thermisch vermogen van de volledige stookinstallatie. In zulke gevallen worden de via elk betrokken afgaskaanal uitgestoten emissies apart gecontroleerd.

5. Voor gasturbines (met inbegrip van STEG) die als vloeibare brandstof lichte of halfzware distillaten gebruiken, geldt een NO_x-emissiegrenswaarde van 90 mg/Nm³ en een CO₂-emissiegrenswaarde van 100 mg/Nm³. De in dit punt genoemde emissiegrenswaarden gelden niet voor gasturbines die, voor noodgevallen, minder dan 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn. De exploitant van dergelijke installaties registreert de uren gedurende welke deze in bedrijf zijn.

6. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor NO_x en CO voor met gas gestookte installaties :

	NO _x	CO
Met aardgas gestookte installaties, uitgezonderd gasturbines en gasmotoren	100	100
Met hoogovengas, cokesovengas of gassen met lage calorische waarde verkregen door vergassing van raffinaderijresiduen gestookte installaties, uitgezonderd gasturbines en gasmotoren	200 ⁽⁴⁾	-
Met andere gassen gestookte installaties, uitgezonderd gasturbines en gasmotoren	200 ⁽⁴⁾	-
Gasturbines (met inbegrip van STEG) die met aardgas ⁽¹⁾ worden gestookt	50 ⁽²⁾ ⁽³⁾	100
Gasturbines (met inbegrip van STEG) die met andere gassen worden gestookt	120	100
Gasmotoren	100	100

Nota's :

(1) Onder aardgas wordt verstaan in de natuur voorkomend methaan met maximaal 20 % (v/v) inerte en andere bestanddelen.

(2) 75 mg/Nm³ in de volgende gevallen, waarin het rendement van de gasturbine vastgesteld wordt in ISO-basisbelastingomstandigheden :

I. gasturbines die in een systeem met warmtekrachtkoppeling worden gebruikt met een totaal rendement van meer dan 75 %;

II. gasturbines die in een warmtekrachtcentrale worden gebruikt met een gemiddeld jaarlijks totaal elektriciteitsrendement van meer dan 55 %;

III. gasturbines voor mechanische aandrijving.

(3) Voor single-cyclus gasturbines die niet onder een van de in opmerking 2) genoemde categorieën vallen, maar een rendement hebben dat hoger is dan 35 % (bepaald in ISO-basisbelastingomstandigheden), wordt de emissiegrenswaarde voor NO_x vastgesteld op 50η/35, waarbij η; het in ISO-basisbelastingomstandigheden, in procenten uitgedrukte rendement van de gasturbine is.

(4) 300 mg/Nm³ voor stookinstallaties met een totaal nominaal thermisch vermogen van niet meer dan 500 MW waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was.

Voor gasturbines (met inbegrip van STEG), zijn de in de tabel in dit punt vermelde NO_x- en CO-emissiegrenswaarden slechts van toepassing bij een belading van meer dan 70 % . Voor gasturbines (met inbegrip van STEG) waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was, en die niet meer dan 1500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, geldt een NO_x-emissiegrenswaarde van 150 mg/Nm³ in het geval van met aardgas gestookte turbines en van 200 mg/Nm³ in het geval van met andere gassen of met vloeibare brandstoffen gestookte turbines.

Delen van een stookinstallatie waarvan de afgassen via één of meer afzonderlijke afgaskanalen in een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten en die niet meer dan 1 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn, als voortschrijdend gemiddelde over een periode van vijf jaar, kunnen aan de in de voorgaande alinea genoemde emissiegrenswaarden worden onderworpen voor het totale nominale thermisch vermogen van de volledige stookinstallatie. In zulke gevallen worden de via elk betrokken afgaskaanal uitgestoten emissies apart gecontroleerd. In zulke gevallen worden de via elk betrokken afgaskaanal uitgestoten emissies apart gecontroleerd.

De in dit punt vermelde emissiegrenswaarden zijn niet van toepassing op gasturbines en gasmotoren die, voor noodgevallen, minder dan 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn. De exploitant van dergelijke installaties registreert de uren gedurende welke deze in bedrijf zijn.

7. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor stof voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Steenkool en bruinkool en andere vaste brandstoffen	Biomassa en turf	Vloeibare brandstoffen ⁽¹⁾
50-100	30	30	30
100-300	25	20	25
> 300	20	20	20

Nota

(1) Voor stookinstallaties die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie zelf verbruiken en, waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, geldt een emissiegrenswaarde voor stof van 50 mg/Nm³, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was.

8. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor stookinstallaties die gasvormige brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Algemeen	5
Hoogovengas	10
Door de ijzer- en staalindustrie geproduceerd gas dat elders kan worden gebruikt	30

Deel 2. — Emissiegrenswaarden voor de stookinstallaties bedoeld in artikel 6, § 3

1. Alle emissiegrenswaarden worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na correctie voor het waterdampgehalte van de afgassen en bij een gestandaardiseerd O^2 -gehalte van 6 % voor vaste brandstoffen, 3 % voor stookinstallaties, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren, die vloeibare en gasvormige brandstoffen gebruiken en 15 % voor gasturbines en gasmotoren. Voor gecombineerde-cyclus gasturbines met aanvullende verbranding, kan het gestandaardiseerde O^2 -gehalte door de bevoegde autoriteit worden gedefinieerd met inachtneming van de bijzondere kenmerken van de betrokken installatie.

2. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor SO^2 voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Steenkool en bruinkool en andere vaste brandstoffen	Biomassa	Turf	Vloeibare brandstoffen
50-100	400	200	300	350
100-300	200	200	300 250 (bij wervelbedverbranding)	200
> 300	150 200 (bij circulerende wervelbedverbranding of wervelbedverbranding onder druk)	150	150 200 (bij wervelbedverbranding)	150

3. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor SO^2 voor stookinstallaties die gasvormige brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Algemeen	35
Vloeibaar gemaakt gas	5
Gassen met lage calorische waarde uit cokesovens	400
Gassen met lage calorische waarde uit hoogovens	200

4. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor NO_x voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Steenkool en bruinkool en andere vaste brandstoffen	Biomassa en turf	Vloeibare brandstoffen
50-100	300 400 (bij verbranding van poederbruinkool)	250	300
100-300	200	200	150
> 300	150 200 (bij verbranding van poederbruinkool)	150	100

5. Voor gasturbines (met inbegrip van STEG) die als vloeibare brandstof lichte of halfzware distillaten gebruiken, geldt een NO_x -emissiegrenswaarde van $50 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ en een CO -emissiegrenswaarde van $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$. De in dit punt genoemde emissiegrenswaarden gelden niet voor gasturbines die, voor noodgevallen, minder dan 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn. De exploitant van dergelijke installaties registreert de uren gedurende welke deze in bedrijf zijn.

6. Emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor NO_x en CO voor met gas gestookte installaties :

	NO_x	CO
Stookinstallaties, andere dan gasturbines en gasmotoren	100	100
Gasturbines (met inbegrip van STEG)	50 ⁽¹⁾	100
Gasmotoren	75	100

Nota

(1) Voor single-cyclus gasturbines die een rendement hebben dat hoger is dan 35 % (bepaald in ISO-basisbelastingomstandigheden), is de emissiegrenswaarde voor NO_x $50 \times \eta / 35$, waarbij η ; het in procenten uitgedrukte rendement van de gasturbine is, in ISO-basisbelastingomstandigheden.

Voor gasturbines (met inbegrip van STEG), zijn de in de tabel in dit punt vermelde NO_x - en CO -emissiegrenswaarden slechts van toepassing bij een belading van meer dan 70 % . De in dit punt vermelde emissiegrenswaarden zijn niet van toepassing op gasturbines en gasmotoren die, voor noodgevallen, minder dan 500 bedrijfsuur per jaar in bedrijf zijn. De exploitant van dergelijke installaties registreert de uren gedurende welke deze in bedrijf zijn.

7. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor stof voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	
50- 300	20
> 300	10 20 voor de biomassa en turf

8. Emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor stof voor stookinstallaties die vaste of vloeibare brandstoffen gebruiken, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren :

Algemeen	5
Hoogovengas	10
Door de ijzer- en staalindustrie geproduceerd gas dat elders kan worden gebruikt	30

Deel 3. — Monitoring van emissies

1. De concentratie zwaveldioxide, stikstofoxiden en stof in afgassen van elke stookinstallatie met een totaal nominaal thermisch vermogen van 100 MW of meer wordt continu gemeten. De concentratie koolmonoxide in afgassen van met gasvormige brandstoffen gestookte installaties met een totaal nominaal thermisch vermogen van 100 MW of meer wordt continu gemeten.

2. De bevoegde autoriteit kan besluiten de in punt 1 bedoelde continuumetingen niet te eisen in de volgende gevallen :

- a) voor stookinstallaties met een levensduur van minder dan 10 000 bedrijfsuren;
- b) voor zwaveldioxide en stof van installaties die met aardgas worden gestookt;
- c) voor zwaveldioxide van installaties die gestookt worden met olie waarvan het zwavelgehalte bekend is, ingeval er geen uitrusting voor de ontzwaveling van afgas is;
- d) voor zwaveldioxide van met biomassa gestookte installaties wanneer de exploitant kan aantonen dat de SO₂-emissies in geen geval hoger zijn dan de voorgeschreven emissiegrenswaarden.

3. Indien geen continuumetingen voorgeschreven zijn, moeten ten minste om de zes maanden metingen van zwaveldioxide, stikstofoxiden, stof en, voor met gas gestookte installaties, ook van koolmonoxide plaatsvinden.

4. Voor met steenkool of bruinkool gestookte installaties moet de totale kwikuitstoot ten minste een maal per jaar worden gemeten.

5. Als alternatief op de in punt 3 bedoelde metingen van zwaveldioxide en stikstofdioxiden kunnen andere, door de bevoegde autoriteit te controleren en goed te keuren methoden worden gebruikt om de in de emissies aanwezige hoeveelheid zwaveldioxide en stikstofdioxiden vast te stellen. Daarbij worden de betrokken normen van de Commissie voor Normalisatie (CEN) gebruikt of, indien er geen CEN-normen bestaan, de ISO-normen, dan wel nationale of internationale normen die gegevens van een gelijkwaardige wetenschappelijke kwaliteit opleveren.

6. Bij beduidende veranderingen in de gebruikte brandstof of de wijze van functioneren van de stookinstallatie moet de bevoegde autoriteit daarvan in kennis worden gesteld. De bevoegde autoriteit beslist of de in de punten 1 tot en met 4 opgenomen bepalingen inzake monitoring toereikend zijn dan wel aangepast dienen te worden.

7. Tot de overeenkomstig punt 1 uitgevoerde continuumetingen behoort de meting van zuurstofgehalte, temperatuur, druk en waterdampgehalte van de afgassen. Het waterdampgehalte van de rook gassen behoeft niet continu te worden gemeten, mits het monster van het rookgas gedroogd wordt voordat de emissies geanalyseerd worden.

8. Steekproeven en analyses van de betrokken verontreinigende stoffen en metingen van procesparameters alsmede de kwaliteitsborging van geautomatiseerde meetsystemen en de referentiemeetmethoden om deze systemen te ijken, worden uitgevoerd overeenkomstig de CEN-normen. Indien er geen CEN-normen bestaan, moeten ISO-normen, nationale normen of andere internationale normen worden toegepast die waarborgen dat gegevens van een gelijkwaardige wetenschappelijke kwaliteit worden verstrekt. De geautomatiseerde meetsystemen worden tenminste eenmaal per jaar met behulp van parallelmetingen met de referentiemethoden gecontroleerd. De exploitant stelt de bevoegde autoriteit in kennis van de resultaten van de controle van de geautomatiseerde meet systemen.

9. Op het niveau van de emissiegrenswaarde mogen de waarden van de 95 %-betrouwbaarheidsintervallen van individuele metingen de volgende percentages van de emissiegrenswaarden niet overschrijden :

Koolmonoxide	10 %
Zwaveldioxide	20 %
Stikstofoxiden	20 %
Stof	30 %

10. De gevalideerde uur- en daggemiddelden worden vastgesteld op grond van de gevalideerde gemeten uurgemiddelden, na aftrek van de waarde van de in punt 9 vermelde betrouwbaarheidsinterval. Een dag waarvan meer dan drie uurgemiddelden ongeldig zijn wegens storing of onderhoud van het geautomatiseerde meetstelsel, wordt ongeldig verklaard. Indien daardoor meer dan tien dagen per jaar ongeldig worden verklaard, verplicht de bevoegde autoriteit de exploitant passende maatregelen te treffen om de betrouwbaarheid van het geautomatiseerde meet systeem te verbeteren.

11. In het geval van installaties die aan de in artikel 7 genoemde ontzwavelingspercentages moeten voldoen, wordt ook het zwavelgehalte van de in de installatie gestookte brandstof eveneens regelmatig gecontroleerd. Bij wezenlijke veranderingen in de gebruikte brandstof worden de bevoegde autoriteiten daarvan in kennis gesteld.

Deel 4. - Beoordeling van de naleving van de emissiegrenswaarden

1. Bij continumetingen worden de in de delen 1 en 2 bedoelde emissiegrenswaarden geacht te zijn nageleefd, indien uit de evaluatie van de meetresultaten voor de bedrijfsduur tijdens een kalenderjaar blijkt dat aan alle volgende voorwaarden is voldaan :

a) geen gevalideerd maandgemiddelde is hoger dan de in de delen 1 en 2 vermelde toepasselijke emissiegrenswaarden;

b) geen gevalideerd daggemiddelde is hoger dan 110 % van de in de delen 1 en 2 vermelde toepasselijke emissiegrenswaarden;

c) voor stookinstallaties die uitsluitend uit met steenkool gestookte ketels bestaan met een totaal nominaal thermisch vermogen van minder dan 50 MW, is geen gevalideerd daggemiddelde hoger dan 150 % van de in de delen 1 en 2 vermelde toepasselijke emissiegrenswaarden;

d) 95 % van alle gevalideerde uurgemiddelden in één jaar is niet hoger dan 200 % van de in de delen 1 en 2 vermelde toepasselijke emissiegrenswaarden.

De gevalideerde gemiddelden worden bepaald overeenkomstig deel 3, punt 10. Voor de berekening van de gemiddelde emissiewaarden, worden de waarden die zijn gemeten tijdens de in artikel 6, §§ 5 en 6, en artikel 11 bedoelde periodes en de periodes van opstarten en stilleggen, buiten beschouwing gelaten. De Minister neemt de regels aan voor de vastlegging van de periodes van opstarten en stilleggen.

2. Indien continumetingen niet zijn vereist, worden de in de delen 1 en 2 bedoelde emissiegrenswaarden geacht te zijn nageleefd, indien de resultaten van alle meetcycli of van andere procedures die overeenkomstig de door de bevoegde autoriteiten vastgelegde regels zijn bepaald en vastgesteld, de emissiegrenswaarden niet overschrijden.

Deel 5. - Minimaal ontzwavelingspercentage

1. Minimaal ontzwavelingspercentage voor stookinstallaties als bedoeld in artikel 6, § 2 :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Minimaal ontzwavelingspercentage	
	Installaties waarvoor vóór 27 november 2002 vergunning is verleend of waarvan de exploitant vóór die datum een volledige aanvraag voor een vergunning heeft ingediend, op voorwaarde dat de installatie uiterlijk 27 november 2003 operationeel was	Overige installaties
50-100	80 %	92 %
100-300	90 %	92 %
> 300	96 % ⁽¹⁾	96 %

Nota

(1) Voor stookinstallaties waarin olieschalie wordt gestookt, bedraagt het minimale ontzwavelingspercentage 95 %

2. Minimaal ontzwavelingspercentage voor stookinstallaties als bedoeld in artikel 6, § 3 :

Totaal nominaal thermisch vermogen (mw)	Minimaal ontzwavelingspercentage
50-100	93 %
100-300	93 %
> 300	97 %

Deel 6. - Naleving van het ontzwavelingspercentage

De in deel 5 van deze bijlage genoemde ontzwavelingspercentages gelden als gemiddelde maandelijkse grenswaarde.

Deel 7. - Gemiddelde emissiegrenswaarden voor gemengde stookinstallaties

Gemiddelde SO²-emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor gemengde stookinstallaties in een raffinaderij, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren, die distillatie- en omzettingsresiduen afkomstig van het raffineren van ruwe aardolie, alleen of in combinatie met andere brandstoffen, zelf verbruiken : 600 mg/Nm³.

Deze emissiegrenswaarden worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na aftrek van het waterdampgehalte van de afvalgassen, en bij een genormaliseerde O²-inhoud van 6 % voor vaste brandstoffen en van 3 % voor vloeibare of gasvormige brandstoffen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor stookinstallaties.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY